

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade
et Sylvain Mary (dir.)

*Jacques Foccart :
archives ouvertes (1958-1974)*

La politique, l'Afrique et le monde

Contenu de ce document : Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970 · Laurence Badel

« Les archives répondront un jour à vos questions », riposte Foccart pour ne pas en dire plus sur l'opération « Homo » du SDECE contre le Camerounais Félix Moumié en 1960. « Foccart est au parfum », s'écriait-on déjà, à tort et à travers, en pleine affaire Ben Barka en 1966, comme une invocation protectrice immanente mais invisible. Rarement un homme a-t-il suscité autant de fantasmes dans l'histoire contemporaine de la France. Le plus proche collaborateur du général de Gaulle à l'Élysée reste dans l'imaginaire collectif l'homme aux lèvres scellées. Malgré la publication au crépuscule de sa vie de deux tomes d'entretiens et de son *Journal de l'Élysée*, l'image sulfureuse du chef « barbouze » qui emporte dans sa tombe les secrets de la République a longtemps prévalu. C'était ignorer qu'un demi-kilomètre d'archives produites par Foccart et ses collaborateurs au sein de son secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, ancêtre de la cellule Afrique de l'Élysée, avait été collecté par les Archives nationales à partir de 1977.

Au terme de douze années de travail de classement, les Archives nationales ont publié en 2015 l'inventaire des archives du secrétariat général des Affaires africaines et malgaches, dit « fonds Foccart ». Un programme de dépouillement a été mené par des équipes de chercheurs spécialisés dans l'histoire de la V^e République, celle des outre-mer et celle de l'Afrique contemporaine. L'exploitation de ces sources offre un nouvel éclairage sur le mythe Foccart, l'histoire de la création de la V^e République, l'invention des DOM-TOM dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, et enfin l'histoire de la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et de ce qu'il est convenu d'appeler la « Françafrique ».

Couverture : Premier sommet France-Afrique, dit réunion franco-africaine de l'Élysée, Paris, 13 novembre 1973. Accueil d'Omar Bongo, président gabonais, par Jacques Foccart (AG/5(F)/3285) © Archives nationales (France)

ISBN de ce document :

979-10-231-3420-9



**ARCHIVES
NATIONALES**



JACQUES FOCCART : ARCHIVES OUVERTES

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussière et Olivier Forcade

Dernières parutions

Soldats de la loi. La gendarmerie au XX^e siècle

Jean-Noël Luc (dir.)

John Foster Dulles. Secrétaire d'État, Cold Warrior et père de l'Europe

François David

L'Afrique indépendante dans le système international

Émilie Robin-Hivert & Georges-Henri Soutou (dir.)

Jacques Seydoux diplomate (1870-1929)

Stanislas Jeannesson

Louis Jacquinot, un indépendant en politique

Julie Bour, Olivier Dard,

Lydiane Gueit-Montchal et Gilles Richard (dir.)

Penser le système international (XIX^e-XX^e siècle).

Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou

Éric Bussière, Isabelle Davion,

Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.)

L'Aéronautique militaire française outre-mer (1911-1939)

Jean-Baptiste Manchon

Les Guerres balkaniques 1912-1913

Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.)

Sortir de la guerre

Michèle Battesti et Jacques Frémeaux (dir.)

La guerre des polices n'a pas eu lieu. Gendarmes et policiers, co-acteurs de la sécurité publique sous la Troisième République (1870-1914)

Laurent López

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume; édition établie par Simon Catros

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc et Arnaud-Dominique Houte (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

Jacques Foccart :
archives ouvertes
(1958-1974)

La politique, l'Afrique et le monde



Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne
et de l'Agence universitaire de la francophonie (bureau d'Europe de l'Ouest)

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN de l'édition papier : 979-10-231-0560-5
© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2017
© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Université Paris-Sorbonne
28, rue Serpente
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

QUATRIÈME PARTIE

**Affaires diplomatiques
& diplomatie d'affaires**

LES ENJEUX DE LA « FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE » :
LES VOIES RENOUVELÉES DE L'INFLUENCE FRANÇAISE
AU TOURNANT DES ANNÉES 1960-1970

Laurence Badel

Le rapport présenté par Jacques Attali en août 2014 mettait en avant un projet de « francophonie économique » intéressant pour l'historien, car, sous une forme renouvelée, il n'en posait pas moins la question lancinante de la place de l'Afrique francophone dans le dispositif d'influence français et, comme tel, s'inscrivait dans la longue tradition des rapports administratifs dédiés à l'aide au développement et à la francophonie¹. En effet, les structures publiques mises en place au début des années 1960 pour conduire la politique africaine témoignaient, comme les pratiques effectives, d'un compartimentage certain², et, dès l'origine, elles ne firent pas l'objet d'un consensus. En 1963, le rapport Jeanneney, premier d'une longue série, remit en cause ce compartimentage³. Il préconisait un « déploiement », selon ses termes, géographique et sectoriel de l'aide française vers l'Amérique latine, le Proche-Orient et l'Asie afin de se concentrer prioritairement sur les équipements et les investissements indispensables au développement économique. Il se fondait en partie sur l'avis d'un haut diplomate qui avait témoigné devant la Commission et pris position de manière nette pour une réorientation de l'aide au développement vers les régions *extérieures à la zone franc*:

- 1 *La Francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable, Rapport à François Hollande, président de la République française*, août 2014. Merci à mes collègues Hubert Bonin et Nicolas Stoskopf pour nos échanges autour de ce texte et leur relecture, ainsi qu'à Rémi Verlet, chef du Service Afrique et Amérique latine du CNPF en 1978-1979, pour l'entretien accordé le jeudi 17 décembre 2015.
- 2 Frédéric Turpin, *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010 ; François Pacquement, « Le système d'aide au développement de la France et du Royaume-Uni : points de repère sur cinquante ans d'évolutions depuis la décolonisation », *International Development Policy / Revue internationale de politique de développement*, 1, 2010, en ligne depuis le 22 mars 2010, consulté le 16 novembre 2015.
- 3 Ministère d'État chargé de la réforme administrative, *La Politique de coopération avec les pays en voie de développement*, 18 juillet 1963. Pour une mise en perspective générale, Voir Julien Meimon, « Que reste-t-il de la Coopération française ? », *Politique africaine*, 105, 2007/1, p. 27-50.

Je dirais franchement qu'à mon avis le destin du monde a beaucoup plus de chance de se jouer dans le bassin de l'Indus et du Gange et peut-être dans le bassin de l'Amazonie que dans le bassin du Niger⁴.

Ce diplomate, Olivier Wormser, était alors à la tête de la direction des Affaires économiques et financières du Quai d'Orsay depuis décembre 1954, et déposait devant la commission Nora-Jeanneney, le vendredi 7 juin 1963. Son analyse était représentative de la position nouvelle d'une partie de l'administration française qui projetait de lier avec plus de rigueur l'action culturelle et la politique commerciale extérieures.

À l'heure actuelle, la culture ne va pas toute seule, autrement dit dépenser de l'argent pour avoir des écoles, pour envoyer des professeurs, pour répandre la culture française, créer des réseaux de télévision qui diffusent des films français, c'est très bien, mais cela n'a pas de sens définitif si cela ne s'accompagne pas d'une action dans le domaine économique. Les jeunes gens d'aujourd'hui veulent savoir si la culture française correspond à des débouchés économiques dans un monde économique où le français joue un rôle⁵.

Ce lien assumé entre expansion économique et influence culturelle a été le socle de la nouvelle politique dite « d'assistance technique », qui fut définie après 1945 en France. Cette politique offre la spécificité de ne pas avoir été formulée à l'origine pour l'Afrique. Elle ne s'est pas mise en place pour accompagner la décolonisation de l'Afrique, mais pour suivre celle du Proche-Orient à la fin de la guerre. Stéphane Hessel, qui avait entamé à ce moment-là sa carrière diplomatique dans le domaine de la diplomatie multilatérale, expliquait, dans un cours à l'Institut d'études politiques de Paris en 1959, que le Proche-Orient avait été « le berceau de la coopération technique française⁶ ». Le bilan de cette première expérience proche-orientale, qui articulait l'engagement de la France avec celui des nouvelles institutions internationales, était que les envois croisés d'experts et de boursiers étaient insuffisants pour mettre un terme au sous-développement de ces pays et qu'il fallait également soutenir leur équipement en infrastructures et y encourager les investissements privés⁷. En l'occurrence, quand la décolonisation de l'Afrique s'enclencha, le consensus

4 Ce passage fut repris tel quel dans le rapport Jeanneney dans la partie sous-pesant les arguments favorables ou défavorables au redéploiement de l'aide française.

5 AMAE, De-Ce, Papiers directeurs O. Wormser, 74, Pays sous-développés (février 1961-décembre 1964).

6 Stéphane Hessel, *Les Pays en voie de développement (la coopération technique)*, fascicule 1, Institut d'études politiques de l'Université de Paris, 1959-1960, p. 70.

7 Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au 20^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2010, p. 189-196.

était déjà établi sur ce point au sein de l'administration française entre le Quai d'Orsay et le Quai Branly. En particulier, ils s'étaient mis d'accord au milieu des années 1950 pour réserver la gestion de l'assistance technique à vocation économique au second. La direction des relations économiques extérieures (DREE) devait chapeauter « la formation professionnelle, la documentation technique, la réception des stagiaires ou l'envoi d'experts ayant pour objet des problèmes à caractère technique, industriel ou commercial, ou susceptibles de conduire à l'obtention de contrats commerciaux ou d'études⁸ ».

Dès lors, la question qui se pose est celle de l'adaptation de cette politique lorsque les marchés des pays francophones d'Afrique commencèrent à s'ouvrir, *de facto*, à la concurrence internationale. À l'occasion d'une mission patronale du CNPF au Sénégal, en mai 1973, le président Senghor devait déclarer : « Si la langue française permet des rapports culturels plus faciles, elle favorise aussi les relations économiques », se faisant le champion de la francophonie économique mentionnée plus haut⁹. Dans l'attention qu'elle porta à la formation des responsables africains, la France eut en tête la défense d'une influence proprement culturelle, mais elle fut tout aussi consciente des enjeux économiques de la francophonie auxquels il fallait répondre, en premier lieu, dans le domaine de la formation.

LA FORMATION DES ÉLITES ADMINISTRATIVES ET ÉCONOMIQUES AFRICAINES

Comme elle l'a fait au XIX^e siècle sur d'autres terrains, la France entend au début des années 1960 participer à la formation des futurs dirigeants africains sans toutefois renoncer à conquérir des publics plus larges. La formation des élites administratives nationales et internationales passe par la réforme nécessaire de l'Institut des hautes études d'Outre-mer (IHEOM), qui avait succédé en 1959 à l'École nationale de la France d'Outre-mer (ENFOM), elle-même successeur en 1934 de l'École coloniale. Elle s'inscrit dans le cadre d'une vision globale affirmée par le président de la République en 1964 : « Cet Institut doit être "refait" de manière à recevoir et à instruire des élèves-administrateurs provenant, non seulement de l'Afrique noire, mais aussi de l'Afrique du Nord, et enfin (très important et très urgent) d'Amérique latine et, même d'Orient et d'Asie¹⁰ ». Lors de la transformation de l'IHEOM en 1966 en un Institut

8 CAEF, B 55 150, Note pour le ministre de Jean Chapelle du 9 novembre 1967 au sujet de la coopération technique.

9 ANMT, CNPF-International 2000 021 4, s.d. Mission Sénégal, 13-17 mai 1973. Allocution de M. Léopold Sédar Senghor, président de la République devant la conférence permanente des chambres de commerce francophones, le 10 mai 1973.

10 AN, AG/5(F)/3325, Dossier Activités africaines, Note du général de Gaulle du 9 décembre 1964 pour MM. Pompidou et Joxe.

international d'administration publique, Louis Joxe, en charge de la réforme administrative, réaffirme le refus de dissocier, au nom de la vocation universelle de la France, l'Afrique subsaharienne et les autres nations du monde¹¹. À cette réforme s'ajoute l'action de terrain accomplie par les centres culturels et les coopérants des écoles et des universités dans le cadre des Volontaires du service national (VSN)¹².

D'autre part, l'effort porte aussi sur les organisations internationales. Dans ce domaine, la France est attentive à l'engagement des Américains dans le domaine de la formation des pays anciennement colonisés, qui passe par les financements accordés par leurs fondations privées. C'est bien une autre logique que la logique du « champ » qui s'affirme : une partie de l'administration française pense le futur de manière globale et entend, dans le cadre des nouvelles rivalités internationales, définir sa stratégie de manière adaptée. « Nombre de pays expérimentés ont compris que leur intervention dans cette matière était capitale », écrit encore Louis Joxe.

326

Un effort considérable est fourni par les universités américaines (telle Harvard) ou anglaises (telle Manchester), par la fondation Ford, par les instituts d'études sociales de La Haye et de Birmingham, par le centre de formation des diplomates de Genève, dépendant de la fondation Carnegie. Un institut international vient d'être créé à Brighton. De son côté, l'Organisation des Nations unies a ouvert récemment à New York un institut de formation et de recherches dans le domaine de l'administration publique destiné, notamment, à la formation de fonctionnaires nationaux de pays en voie de développement. Dans un domaine particulier, le Fonds monétaire international organise à New York des cours de formation économique et financière¹³.

L'« institut de formation et de recherches dans le domaine de l'administration publique » mentionné par Louis Joxe est en fait l'UNITAR, *United Nations Institut for Training and Research*, dont les travaux débutent en 1965 et où la France va lutter pied à pied contre l'influence américaine. « Il serait inconcevable que la France abandonnât cette mission aux pays anglo-saxons », ajoute Louis Joxe faisant écho à la prise de position de Roger Seydoux, représentant permanent français auprès des Nations unies. Pour ce dernier, « [i]l n'est pas douteux que le nouvel organisme international risque de faire, dans certains cas, une sorte de

11 AN, AG/5(F)/3325, Activités africaines, Rapport du ministère de la réforme administrative (Louis Joxe) au président de la République n° 137784/SG diffusé le 7 novembre 1966.

12 Gérard Bossuat, « French Development Aid and Co-operation under de Gaulle », *Contemporary European History*, 12/4, 2003, p. 431-456, ici p. 447.

13 AN, AG/5(F)/3325, Activités africaines, Rapport du ministère de la réforme administrative (Louis Joxe) au président de la République n° 137784/SG, diffusé le 7 novembre 1966.

concurrence à l'institution française qui est chargée de former, en accord avec les États africains intéressés, les futurs cadres appelés notamment à exercer des fonctions diplomatiques¹⁴ ». Les débats suscités parmi les responsables français sont très révélateurs de leur conscience des enjeux. La naissance de l'UNITAR s'est inscrite dans le cadre de la proclamation de la Décennie des Nations unies pour le développement, par la résolution 1710, qui a été adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961. Sa conception initiale est due à trois Américains : Harlan Cleveland, secrétaire d'État adjoint aux Affaires internationales, Richard Gardner, secrétaire d'État adjoint aux Affaires des organisations internationales et Seymour Finger, membre de la mission permanente des États-Unis auprès des Nations unies¹⁵. Le projet final est présenté le 18 décembre 1962 par la deuxième commission de l'Assemblée générale de l'ONU. La résolution 1934, adoptée le 11 décembre 1963, vient entériner la création de l'Institut de formation et de recherche des Nations unies. À l'origine, la France n'a pas voulu faire partie des États donateurs, alors qu'à l'inverse, les États-Unis et le Royaume-Uni promettent de s'y engager massivement. Mais elle sait aussi que l'UNITAR est soutenue par « une organisation charitable du Royaume-Uni, un trust familial américain, la fondation Rockefeller et John Rockefeller III », cités par UfThant dans son allocution d'ouverture¹⁶. Il s'agit en l'occurrence du *Joseph Rowntree Charitable Trust*, du *Compton Trust*, de la fondation Rockefeller, qui a donné 450 000 dollars pour l'achat d'un immeuble de cinq étages proche du siège de l'Organisation des Nations unies à New York, et de la fondation John Rockefeller III, dont l'argent est destiné aux aménagements nécessaires à ce futur immeuble¹⁷. La France n'a pu rester isolée ce qui explique qu'à sa réticence initiale succède un engagement progressif dans le fonctionnement de l'organisation à partir de fin 1964. Elle va négocier habilement la nomination d'un Français au conseil d'administration (Roger Seydoux), l'élection d'un directeur africain francophone, Gabriel d'Arboussier, et la décentralisation des activités à un niveau régional¹⁸.

En ce qui concerne la formation des cadres d'entreprise, elle relève pour partie d'une association qui a été créée le 6 mai 1960 : l'Association pour les stages et

14 Cité par Guillaume Berche, *La Formation des diplomates, un enjeu de la mondialisation : la genèse de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, 1962-1973*, mémoire de master 2, dir. L. Badel, Université Panthéon-Sorbonne, 2015, p. 54.

15 Voir Seymour Singer, *Inside the World of Diplomacy: The U.S. Foreign Service in a Changing World*, Westport, Praeger, 2002.

16 Bibliothèque interuniversitaire Cujas (Paris), fonds des Nations unies, ONU 3267, allocution d'ouverture du Secrétaire général, 24 mars 1965.

17 Voir Guillaume Berche, *La Formation des diplomates, un enjeu de la mondialisation*, op. cit., p. 38-39.

18 *Ibid.*, p. 47-48.

l'accueil des techniciens d'Outre-mer (ASATOM), rattachée au ministère de la Coopération¹⁹. L'Algérie lui confie ses stagiaires en mars 1962, le Sénégal en juillet de la même année²⁰. En 1961, la Communauté économique européenne lui demande d'assurer pour son compte la gestion des stagiaires du FED qui suivent en France un cycle de formation et de perfectionnement, demande qui reçoit l'accord du ministère de la Coopération. Le nombre de stagiaires connaît une « poussée irrésistible et quasi-éruptive » encore en 1963 et 1964, les contingents les plus importants étant issus de Madagascar, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de l'Algérie et du Sénégal, avant de stagner²¹.

328

Mais la formation des cadres va surtout être tributaire, ne nous y trompons pas, de l'initiative du secteur privé. Le « patronat colonial » représenté par les figures de Luc Durand-Réville, Robert Lemaignan ou encore Edmond Giscard d'Estaing ont réclamé au début des années 1950 une politique de la formation professionnelle²². À défaut, un groupement professionnel comme la Fédération des industries mécaniques et transformation des métaux prend en charge celle des personnels d'encadrement depuis 1958 au Cameroun (et jusqu'en 1965, elle le fait avec le seul soutien financier du secteur privé) ; en 1960, elle ouvre deux centres en Côte d'Ivoire. Dès sa création, l'Association internationale pour le développement économique et l'aide technique (AIAT), qui regroupe les dirigeants des entreprises privées installées dans les pays de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM)²³, s'est engagée pour la formation des Africains qui travailleront dans le secteur privé en organisant un certain nombre de réunions. Elle œuvre en lien avec les groupements interprofessionnels des différents États intéressés : au Sénégal (SCIMPEX, UNISYNDI), en Côte d'Ivoire (AICI), en Haute-Volta (SCIMPEX), au Niger (SCIMPEX), au Togo (GITO), au Dahomey (GIDA), au Cameroun (GICAM), au Gabon (UNIGABON), au Tchad (UNITCHAD), en RCA (GIRCA), au Congo-Brazzaville (UNICONGO), à Madagascar (USIEM) et au Congo-Kinshasa (FEC)²⁴. Le thème de l'africanisation des entreprises privées est relayé directement à la fin des années 1960 par l'OCAM. Sous son impulsion, deux conférences sont organisées : du 20 au 23 janvier 1968 à Niamey, puis du

19 AN, AG/5(F)/ 3329, dossier ASATOM, note du 28 octobre 1963 à l'attention de M. le Secrétaire général.

20 *Ibid.*, Rapport d'activité pour 1962.

21 *Ibid.*, Dossier ASATOM, Rapport d'activité pour 1963.

22 Catherine Hodeir, *Stratégies d'Empire. Le grand patronat colonial face à la décolonisation*, Paris, Belin, 2003, p. 225-226.

23 L'OCAM a succédé en février 1965 à l'Union africaine et malgache de coopération économique qui avait été créée en septembre 1961 et son action s'exerce dans le domaine économique, social, technique et culturel.

24 AN, AG/5(F)/3215, s.d. AIAT, Lettre de François Thierry-Mieg à l'attention de René Journiac du 10 février 1970.

27 au 29 janvier 1969 à Kinshasa. Le président en exercice, Diori Hamani, y invite les responsables du secteur privé à participer à une étude en commun des problèmes du développement de l'africanisation dans les entreprises privées. En Afrique même, l'association Élités africaines, créée par l'ancien directeur de l'OCAM, le Gabonais André-Gustave Anguilé, est mobilisée; du côté des responsables français et belges, l'AIAT et la Fédération des entreprises du Congo (FEC) sont les interlocutrices privilégiées. Un colloque se tient les 14-19 avril 1969 à Abidjan, puis, en janvier 1970, une conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OCAM, à Yaoundé, à l'issue de laquelle François Thierry-Mieg, le président de l'AIAT, et Marcel Mayne, président de la FEC Congo-Kinshasa, obtiennent la création de commissions mixtes nationales qui devront être consultées pour tous les problèmes touchant à l'africanisation, ainsi que celle de deux centres de perfectionnement (Abidjan, Kinshasa). Mayne se prononce lui aussi pour la « naturalisation » dans la société africaine par « l'intégration grandissante des élites nationales dans [les] états-majors » de l'entreprise²⁵. Si l'on se fie aux travaux qui existent sur l'africanisation réelle des entreprises dans les années 1960 comme celui réalisé par Hubert Bonin sur la CFAO, on peut estimer que le bilan positif dressé par Thierry-Mieg, correspond à la réalité²⁶. De 1960 à 1968, ce sont environ 30 % des cadres ou spécialistes européens qui ont été remplacés par des Africains, et chaque année, le secteur privé investit 300 millions de francs CFA dans la formation²⁷. La participation étroite du secteur privé et l'attachement porté, dans ce cadre, à un enseignement en langue française attestent l'imbrication étroite des enjeux culturels et économiques.

FAVORISER LES INVESTISSEMENTS FRANÇAIS PRIVÉS À L'ÉTRANGER (1967-1970)

Comme le reconnaîtra, en 1970, Gérard Barrère, ancien des Forces combattantes, puis de la France d'Outre-mer, en charge des affaires économiques dans la cellule Afrique de l'Élysée depuis 1966, le système français demeure, depuis la Libération, foncièrement axé « sur la seule notion d'exportation et ignore l'investissement proprement dit²⁸ ». Attirer les investissements privés vers les pays d'Afrique n'a pas été la priorité en 1945. Ce sont les investissements

25 AN, AG/5(F)/3215, s.d. AIAT, Allocutions de François Thierry-Mieg et de Marcel Mayne le 31 octobre 1970 à la fin de la conférence de Yaoundé.

26 Hubert Bonin, *CFAO (1887-2007). La réinvention permanente du commerce outre-mer*, Paris, Publications de la SFHOM, 2008.

27 AN, AG/5(F)/3215, s.d. AIAT, *AIAT. Informations. Bulletin de liaison de l'Association internationale pour le développement et l'aide technique*, 5, « Spécial Africanisation. Colloque d'Abidjan. OCAM secteur privé ». Intervention de François Thierry-Mieg, p. 14-15.

28 AN, AG/5(F)/2866, Note du 6 février 1970 de Gérard Barrère au secrétariat général de la Communauté et des Affaires africaines et malgache.

publics pour les travaux d'équipement, soutenus par le FIDES, qui ont permis la forte croissance de l'Afrique noire de 1946 à 1952²⁹. Dans la mesure où la France accordait une aide publique importante à ces pays et où le Trésor était garant de la parité et de la convertibilité des monnaies locales, la nécessité de préserver l'équilibre des finances publiques des États africains a conduit l'État français à une politique beaucoup plus prudente, en particulier en termes de garantie des investissements privés. Toutefois, le contrecoup constitué par la fin de la guerre de Corée en 1953 constitue un premier tournant, renforcé, à partir du milieu des années 1960, par l'intensification de la concurrence étrangère sur cet ancien marché protégé. Une série de lois et de décrets en 1953-1956 vient apporter une première stabilité pour les affaires en Afrique francophone. Puis les États indépendants vont élaborer de véritables codes d'investissements : le tout premier État à s'en être doté est la Côte d'Ivoire en 1959, suivie du Cameroun en 1960. À partir du milieu des années 1960, la pression des milieux économiques se concentre sur l'obtention d'une garantie sur les investissements privés.

Il faut dire que la concurrence étrangère en Afrique s'est singulièrement avivée depuis dix ans. Dans le domaine des implantations d'entreprises, les concurrents de la France, européens, états-uniens et japonais, bénéficient, depuis longtemps déjà pour certains, de la garantie de l'État en matière de risque politique³⁰ : c'est le cas des États-Unis depuis 1948 ; de la République fédérale allemande depuis 1960³¹. De 1960 à 1966, la part de la France dans les importations des 14 États de l'OCAM est passée de 64 % à 54,4 %. La concurrence étrangère est particulièrement vive dans le secteur des machines et engins mécaniques (matériel destiné aux chantiers de travaux publics)³². Elle perd la situation privilégiée due à l'expérience acquise par ses entreprises de BTP dans les États africains, en partie à cause de l'hostilité du comité spécialisé, dont je vais préciser le fonctionnement ci-après, à l'octroi de fonds destinés à des travaux d'infrastructures. Toutefois, et il faut bien le souligner, même si ce n'est pas le lieu de le développer ici, cela correspond à une politique volontaire des dirigeants du secteur qui réorientent, volontairement, leur activité hors de la zone franc³³.

29 Catherine Hodeir, *Stratégies d'Empire*, op. cit., p. 224.

30 AN, AG/5(F)/2866, Lettre de Paul Huvelin, président du CNPF, à Michel Debré, min[istre des] Fin[ances] et [des] Aff[aires] éco[nomiques], du 7 juin 1967.

31 *Ibid.*, Note du 6 février 1970 de Gérard Barrère au secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté.

32 *Ibid.*, Note sans date du Secrétariat d'État aux Affaires étrangères, Direction des relations et des financements, Service des relations commerciales et monétaires (DRF/C4) sur le concours apporté par la COFACE au financement des marchés conclu par des entreprises françaises dans les États africains et malgaches de la zone franc.

33 Dominique Barjot, « Grands projets et concurrence internationale : l'exemple de l'industrie française des travaux publics (1945-1974) », dans *XIV^e International Economic History Congress*, Helsinki 2006, Session 28.

La COFACE, l'organisme qui assure pour le compte de l'État les entreprises, a donc eu une politique africaine prudente depuis les décolonisations, politique établie par un comité spécialisé où l'on retrouve les grands acteurs de la diplomatie économique de l'époque (Trésor, Budget, DREE) et les acteurs propres à l'Afrique que sont la Caisse centrale de coopération économique (CCCE) et le secrétariat d'État aux Affaires étrangères chargé de la Coopération. Ce comité se prononce sur l'opportunité économique des projets et fonctionne sous l'égide de la CCCE, créée en 1944, sous le nom de Caisse centrale de la France d'Outre-mer³⁴. Il coordonne les interventions de la COFACE pour garantir les crédits privés avec les autres formes d'aide accordées à ces pays : prêts du Fonds d'aide à la coopération (FAC), qui a pris le relais en 1959 du FIDES, ou de la CCCE. Or, il a toujours refusé d'accorder le concours de la COFACE au financement de travaux d'infrastructures, par définition peu rentables³⁵. Les exportateurs pouvaient faire couvrir par la COFACE les risques commerciaux résultant des crédits à court et à moyen termes consentis pour financer leurs exportations vers les pays africains et malgaches. De fait, les crédits fournisseurs à moyen terme tenaient une place importante dans le financement des exportations françaises en Afrique : plus de 11 % en 1967 ; 39 % pour la Mauritanie ; 28 % pour le Gabon³⁶. Le refinancement des (rares) crédits fournisseurs à long terme accordés était assurée par la CCCE (et non par le Crédit national ou le GICEX comme sur les autres marchés), mais, dans les deux cas, l'accord de la COFACE était requis et subordonné à l'agrément préalable du ministère des Finances qui consultait le Comité « à long terme »³⁷.

Cet autre comité, dit encore Comité des crédits à long terme à l'exportation, ou, plus simplement, le Comité des directeurs, avait été instauré à la suite de l'adoption de la loi de finances du 13 août 1960 pour décider de l'octroi de la garantie de l'État à des crédits consentis à long terme par les fournisseurs français. Il réunissait en effet les directeurs des finances extérieures, des relations économiques extérieures et du Trésor, en présence de représentants de la Banque de France et du Crédit national³⁸. Dans ce système nouveau, l'administration française avait acquis un pouvoir sans précédent sur l'attribution des contrats.

34 CAEF, B 55 117, Note du 1^{er} décembre 1965 *Assurance-crédit (inventaire des problèmes)*.

35 AN, AG5/(F)/2866, Note du 19 mai 1969 sur le concours apporté par la COFACE au financement des marchés conclu par des entreprises françaises dans les États africains et malgaches de la zone franc.

36 *Ibid.*, troisième note sans date sur le concours apporté par la COFACE au financement des marchés conclu par des entreprises françaises dans les États africains et malgaches de la zone franc.

37 *Ibid.*, Note sans date sur le concours apporté par la COFACE au financement des marchés conclu par des entreprises françaises dans les États africains et malgaches de la zone franc.

38 Laurence Badel, *Diplomatie et grands contrats*, op. cit., p. 258-261.

En d'autres termes, l'initiative des entreprises en Afrique, comme ailleurs, était très cadrée par l'État.

En 1967, le Conseil national du patronat français entreprend une démarche auprès de Michel Debré, ministre de l'Économie et des Finances, pour obtenir la garantie de l'État sur les investissements privés. La question d'une garantie, qui ferait jouer la responsabilité financière du Trésor pour indemniser les investisseurs, victimes d'expropriation ou de spoliation, est débattue entre les tenants d'une multilatéralisation de la garantie, dans le cadre de la CEE, et les partisans d'une solution nationale. En réalité, l'idée de créer une Agence internationale d'assurance des investissements portée par la BIRD, a été établie à l'origine par un groupe d'experts de l'OCDE³⁹. Elle est rejetée par le Trésor français⁴⁰. Mais, en 1967, le CNPF revient à la charge⁴¹. Les décrets des 12 avril 1967 et 6 février 1968 permettent à la COFACE de garantir des investissements connexes à des opérations d'exportation et ce régime est étendu en 1969 à la garantie des investissements commerciaux qui y sont liés, mais toujours pas au risque politique.

332

La question d'une couverture du risque politique revient au premier plan dès le lendemain de l'élection de Georges Pompidou à la présidence de la République. Le secrétariat général du comité interministériel pour les questions économiques européennes (SGCI) lui prépare une note proposant un mécanisme européen de garantie des investissements privés dans le tiers monde, et pas seulement en Afrique, pour le sommet de La Haye, en décembre 1969⁴². Ce système présenterait l'intérêt, selon Gérard Barrère, de permettre « l'individualisation de l'image de marque de l'Europe par rapport aux initiatives de la Banque mondiale qui sont trop liées à l'AID et aux USA⁴³ ». Le président Pompidou en fait la proposition à La Haye. Toutefois, l'arbitrage sera rendu en faveur de l'instauration d'une garantie nationale en raison de la dissymétrie entre la législation française et la législation allemande : la République fédérale allemande a déjà son propre système national. L'idée est de créer un système national d'assurance ce qui permettra à la France de mieux défendre ses positions à Bruxelles, avant de se caler ensuite sur le régime de Bonn pour mieux harmoniser ultérieurement la politique de garantie des

39 AN, AG/5(F)/2866, Lettre de P. Huvelin, président du CNPF, à M. Debré, ministre des Finances et des Affaires économiques, du 7 juin 1967.

40 *Ibid.*, Note du secrétariat général de la Communauté et des Affaires africaines et malgache du 28 juin 1967.

41 *Ibid.*, Lettre de P. Huvelin, président du CNPF, à Michel Debré, ministre des Finances et des Affaires économiques, du 7 juin 1967.

42 *Ibid.*, Dossier SGCI transmis le 17 décembre 1969 par le secrétaire général Jean-René Bernard.

43 *Ibid.*, Note du 6 février 1970 de Gérard Barrère au secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté.

investissements au niveau européen. Le Conseil restreint du 17 juin 1970 demande au directeur du Trésor, René Larre, de faire travailler ses équipes sur ce dossier. L'étude est remise en septembre 1970, assortie d'une mise en garde nette : « Toute mesure tendant à encourager l'investissement français à l'étranger sur la base géographique la plus large ne pourrait que contribuer à rendre plus difficile la réalisation déjà très aléatoire de l'équilibre de nos comptes extérieurs⁴⁴ ». L'annonce de l'octroi de cette garantie contre le risque politique pesant sur les investissements privés est faite par Valéry Giscard d'Estaing à l'issue du Conseil des ministres du 21 octobre 1970. Elle couvre les atteintes à la propriété, le non-paiement des indemnités ou leur non-transfert. Elle ne concernera bien que les États africains et malgache, membres de la zone franc et liés au Trésor par un compte d'opérations ; le système sera géré par la CCCE. L'investissement garanti devra être nouveau et présenter un intérêt prioritaire. Les secteurs immobilier et pétrolier et les investissements agricoles visant une appropriation de terrains de culture sont exclus⁴⁵. Janvier 1971 marque l'entrée en vigueur de cette décision.

La proximité entretenue par l'État avec les milieux privés permet à ces derniers de faire remonter très vite au gouvernement leur insatisfaction devant cette demi-mesure. Dans le cadre de la préparation d'un déjeuner à venir, en janvier 1971, avec le président Pompidou, le directeur de l'AIAT, François Thierry-Mieg, explique à Jacques Foccart que la France doit « avoir une politique globale de l'Afrique noire⁴⁶ », ce que défend aussi le député de la Gironde, Aymar Achille-Fould, qui demande d'étendre le dispositif aux États de l'Afrique anglophone⁴⁷. Le bilan établi courant 1973 fait apparaître que depuis la création du système, treize demandes ont été soumises ; trois écartées ; et dix jugées recevables⁴⁸. Celles-ci proviennent de deux sociétés destinées à implanter des usines de fabrication de cigarettes au Gabon (SOFIGAL et SPIF) ; d'une société d'exploitation forestière qui souhaite s'établir au Gabon (Établissements G. Leroy) ; des sociétés Les Piles Wonder, Hôtels Méridien, Compagnie française des minerais d'uranium, Société minière Pechiney Mokta. On trouve aussi deux sociétés textiles qui témoignent de l'engagement d'une vieille société commerciale comme la CFAO dans l'industrialisation

44 *Ibid.*, Note pour le Ministre du 14 septembre 1970 du service des Affaires internationales, signée de René Larre, directeur du Trésor.

45 *Ibid.*, Note du 21 janvier 1971 à l'attention de M. le président de la République du secr[étaire] gén[éral] pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches.

46 AN, AG/5(F)/3215, s.d. AIAT, Lettre de François Thierry-Mieg, président de l'AIAT, à Jacques Foccart du 21 janvier 1971, Annexe 2 Garantie des investissements.

47 AN, AG/5(F)/2866, Note du 21 avril 1971.

48 *Ibid.*, Liste des entreprises qui ont bénéficié de la garantie depuis son institution de 1971 à 1973.

de l'Afrique à partir des années 1960⁴⁹. Dès 1963, en association avec les Établissements Schaeffer, elle crée en Côte d'Ivoire la société ICODI et installe deux premières machines d'impression textile en 1964 et 1966⁵⁰. Schaeffer, *via* sa filiale *Schaeffer Engineering*, avait pris pied au Maroc (ICOMA en 1946), puis au Sénégal (ICOTAF en 1951) dans les premières années de l'après-guerre débutant ainsi son « aventure africaine⁵¹ ». La CFAO institue au Dahomey l'ICODA en 1969. Puis, au Congo, en 1973, avec Schaeffer, elle bénéficie de la nouvelle garantie pour ouvrir conjointement en 1975, une société d'impression de tissus, sous la raison sociale IMPRECO⁵². En 1973, les investissements français à l'étranger sont soumis à quatre régimes différents (investissements connexes aux opérations d'exportation, investissements commerciaux gérés par la COFACE, investissements dans la zone franc gérés par la CCCE et investissements à l'étranger gérés par la BFCE), et cela fait l'objet de fortes critiques chez les entrepreneurs et chez certains hauts fonctionnaires. Lors du Conseil restreint du 2 août 1973, il est décidé la coordination des 3 régimes hors zone franc par la COFACE⁵³.

Les débats autour de cette garantie confirment le renforcement sur le terrain africain de la pratique néo-corporatiste séculaire de la France suivant laquelle les entrepreneurs n'entrent pas dans les cadres gouvernementaux, mais sont étroitement associés à la définition des politiques publiques.

LA DIPLOMATIE PATRONALE EN AFRIQUE : REPRÉSENTATION ET MÉDIATION

En l'absence de représentation diplomatique officielle des intérêts économiques français dans les pays africains encore colonisés ou tout juste indépendants, ce rôle a pu être tenu par les groupements professionnels. C'est le cas de la Fédération des industries mécaniques et transformation des métaux qui crée, dès 1955, des délégations permanentes en Afrique permettant d'entretenir le dialogue avec les responsables officiels et privés au Sénégal, en Algérie, au Congo et au Cameroun⁵⁴. Au niveau fédéral, c'est le CNPF qui se pose en Afrique, comme sur les autres dossiers internationaux, comme le premier partenaire de

49 Hubert Bonin, *CFAO (1887-2007)*, *op. cit.*, p. 461-464.

50 *Ibid.*, p. 461-462.

51 Bernard Thierry-Mieg, *BTM. Bernard Thierry-Mieg. Écrits, souvenirs et témoignages. Deux siècles d'histoire industrielle*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2010, p. 195.

52 AN, AG/5(F)/2866, Liste des entreprises qui ont bénéficié de la garantie depuis son institution de 1971 à 1973 ; Hubert Bonin, *CFAO (1887-2007)*, *op. cit.*, p. 462.

53 AN, AG/5(F)/2866, Note de Michel Freyche du 30 juillet 1973 à l'attention du président de la République a/s Conseil restreint du 2 août 1973 sur l'aide aux PVD (pays hors zone franc) et la garantie des investissements à l'étranger.

54 *Ibid.*, « Les industries mécaniques françaises et les États francophones d'Afrique », janvier 1971.

la diplomatie économique de la France, tenant tour à tour le rôle de l'aiguillon et celui de l'auxiliaire.

Certaines entreprises peuvent être suffisamment solides et ne pas recourir à la médiation du CNPF pour entreprendre de premières démarches auprès des gouvernements africains. C'est le cas du groupe Agache-Willot, devenu en 1969 le premier groupe textile de la CEE, à la suite de la prise de contrôle de La Belle Jardinière, de Saint Frères et du Bon Marché. Dès octobre 1968, et donc avant que le gouvernement français accepte d'étendre la garantie de l'État sur les investissements privés en Afrique francophone, il signe un protocole avec le gouvernement du Dahomey pour y implanter un complexe textile cotonnier qui est confirmé, moins d'un an plus tard, par un autre protocole portant création de la Dahoméenne des textiles (DAOTEX)⁵⁵. Le financement est assuré par un capital de 600 000 000 francs CFA, un crédit long terme sur 10 ans et un crédit fournisseur sur 5 ans de 617 000 000 CFA. Un autre protocole est signé avec la Côte d'Ivoire le 21 octobre 1968⁵⁶, puis au printemps 1969 pour répondre à la demande du Mali qui voulait une deuxième usine textile, à Bamako, après celle établie à Ségou⁵⁷.

Sous la présidence de Georges Pompidou, l'État vient stimuler, de manière beaucoup plus systématique, l'initiative des entreprises en s'appuyant sur le CNPF – présidé depuis juin 1966 par le PDG de Kléber-Colombes, Paul Huvelin, un proche du président de la République depuis les négociations de mai 1968⁵⁸ –, sur son comité Afrique noire représenté par Pierre Roques, le PDG de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (BIAO), et sur son rapporteur pour les questions d'outre-mer, Michel Paillère. Dans ce cadre, le CNPF assume un rôle protocolaire traditionnel en organisant des réceptions en l'honneur de chefs d'État étrangers avec lesquels le gouvernement français entend affermir les liens. C'est aussi l'époque de la mise en place de grandes tournées patronales en Afrique subsaharienne et de la création du CEPIA, le Centre de promotion industrielle en Afrique, destinées à favoriser la création d'entreprises industrielles en Afrique en associant Africains et industriels français⁵⁹.

À la suite de son déplacement en Afrique du 3 au 11 février 1971, Pompidou reçoit, le 9 mars 1971, le président du CNPF, Paul Huvelin, et le prie de « s'intéresser prioritairement au Congo-Kinshasa » : « Le secteur privé français

55 AN, AG/5(F)/2865, Cahier DAOTEX, Société dahoméenne des textiles.

56 *Ibid.*, Cahier IVOTEX, Société ivoirienne de textiles.

57 *Ibid.*, Cahier ITEMA, Industrie textile du Mali.

58 Gilles Richard, « Georges Pompidou et la question sociale en mai 1968 », dans Bernard Lachaise et Sabine Tricaud (dir.), *Georges Pompidou et Mai 1968*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 39-48.

59 CEPIA, *Dix ans de formation industrielle en Afrique : réalisations et perspectives*, journée d'étude du 22 juin 1982.

ne se montre pas assez actif dans ce pays dont le potentiel économique est le plus important de tous les États africains et qui, pour nous, a l'avantage d'être francophone »⁶⁰. Formulée à l'occasion de la venue prochaine en France du président de la République démocratique du Congo, Mobutu, l'injonction est claire : « il faut arriver à se placer dans le domaine minier, dans les travaux publics, dans les industries de pointe et de transformation ». Le CNPF organise le mercredi 31 mars 1971 au pavillon d'Armenonville en l'honneur de Mobutu un déjeuner auquel assistent une délégation congolaise de quatorze membres, quatre membres du gouvernement français (Valéry Giscard d'Estaing, François-Xavier Ortoli, Robert Galley et Yvon Bourges), Jacques Foccart et René Journiac naturellement, tous les hauts fonctionnaires et chargés de mission mobilisés par le dossier, le ban et l'arrière-ban du CNPF et quatre-vingt-quatorze présidents de sociétés ou de groupements professionnels.

336

Lors de l'audience du 9 mars 1971, Pompidou demande aussi à Huvelin de mettre sur pied des missions en Afrique noire destinées à inventorier les potentialités offertes par ces États africains et à informer les entrepreneurs français⁶¹. La demande est réitérée par l'ambassade de France en Côte d'Ivoire qui prie le Quai d'Orsay en octobre 1971 de lui dire « s'il estime pouvoir [...] prendre contact avec le CNPF, en vue d'examiner les conditions d'organisation d'une mission du patronat français en Côte d'Ivoire⁶² ». La Côte d'Ivoire, nous l'avons dit, a été la première à se doter d'un code des investissements en l'occurrence très favorable au maintien des intérêts français⁶³. Les années 1970 correspondent à l'entrée dans une deuxième phase de son développement visant la création d'une « nouvelle génération d'unités industrielles » avec deux secteurs particulièrement visés : le secteur textile et le secteur agro-alimentaire. La CFAO, en partenariat avec l'ICODI, et en association avec l'État ivoirien, lance en 1973 une usine textile à Agboville, la COTIVO, et un second établissement Blue Bell Côte d'Ivoire, destiné à produire des vêtements en toile de jean⁶⁴. Les tournées patronales débutent par une mission au Cameroun et au Gabon (février 1972), puis se poursuivent

60 AN, AG/5(F)/2862, s.d. Relations publiques, personnes physiques et morales, s.s.d. CNPF (1971-1973). Note en date du 5 mars 1971 « Audience de M. Paul Huvelin, pdt du CNPF mardi 9 mars 1971 ».

61 *Ibid.*

62 AN, AG/5(F)/2866, s.d. Côte d'Ivoire, note du 4 octobre 1971 du chargé d'affaires Paul-Henry Manière, Ambassade de France en Côte d'Ivoire a/s perspectives d'investissements français en Côte d'Ivoire et projet de mission du CNPF, adressée au MAE, direction affaires africaines et malgache.

63 Frédéric Miezán, *Histoire de la Banque africaine de développement et de sa contribution à l'essor de la Côte d'Ivoire, 1963-2005*, Paris, Publications de la SFHOM, 2012, p. 318-322.

64 Hubert Bonin, *CFAO (1887-2007), op. cit.*, p. 463.

par des missions en Côte d'Ivoire (mai 1972) ; au Niger (février 1973) ; au Sénégal (mai 1973). À l'issue de chacune de ces missions, le CNPF met à la disposition des industriels français une série de documents pouvant favoriser leur implantation. Ces missions sont à cette époque fortement médiatisées par ses soins dans la presse généraliste qui suit les déplacements patronaux⁶⁵. Les articles des journaux sont écrits en partie avec le communiqué de presse ou la documentation fournie par le patronat.

Enfin, le patronat français suscite en 1972 l'émergence d'une première plate-forme de dialogue pour institutionnaliser la relation existant entre le secteur privé et le gouvernement. En janvier 1971, Thierry-Mieg s'était plaint à Foccart de « l'absence de contacts réguliers entre les services publics et le secteur privé ». « Ne pourrait-on prévoir », questionnait-il, « la création d'un organisme mixte qui serait spécialement chargé de l'étude des mesures propres à affermir la présence française dans les pays en voie de développement et, le cas échéant, de la défense des intérêts nationaux industriels et commerciaux fixés dans ces pays ? » À l'appui, il citait l'exemple du *British National Export Council*, l'organisme officiel de promotion des exportations britanniques, organisme composé de « hautes personnalités privées choisies par le Gouvernement » qui aidait le gouvernement britannique à définir sa politique extérieure économique⁶⁶. Le secrétariat d'État aux Affaires étrangères en charge de la Coopération institue, à une date encore imprécise, un bureau des relations avec le secteur privé, confié à Jean Alusse et qui est à l'origine d'une série de sept rencontres qui s'échelonnent entre le début de l'année 1972 et fin 1973 entre l'administration et une délégation de représentants des milieux d'affaires conduite par Thierry-Mieg, le président de l'AIAT. Présidées par Yvon Bourges, puis Pierre Billecocq, puis Jean-François Deniau, ces rencontres sont l'occasion pour les représentants des entreprises d'exprimer le sentiment d'être entrées dans une « ère d'instabilité, génératrice "de précarité et d'insécurité" »⁶⁷. La liste des participants à la réunion du 3 octobre 1972, permet de préciser le profil des entreprises concernées : SCAC (Société commerciale d'affrètements et de commissions, 1885), CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale, 1887), SCOA (Société commerciale de l'Ouest africain, 1907), OPTORG (1919), en premier lieu de grandes sociétés commerciales ou de transit, installées de longue date en Afrique, celles qui incarnent la continuité de la

65 ANMT, 20000214, s.d. Mission Sénégal, 13-17 mai 1973.

66 AN, AG/5(F)/3215, s.d. AIAT, Lettre de François Thierry-Mieg, président de l'AIAT, à Jacques Foccart du 21 janvier 1971. Annexe 4 « Secteur public et secteur privé en Afrique noire ».

67 AN, AG/5(F)/2861, Réunions Administration/secteur privé, 1972-1973, Compte rendu de la réunion du 27 juin 1972.

présence française et aussi une forme de conservatisme. Sont aussi présentes des sociétés comme la SOMAIR, Société des mines de l'Air, créée en 1968 à Niamey, au Niger, pour exploiter le gisement d'uranium d'Arlit⁶⁸ et encore la BIAO (Banque internationale pour l'Afrique occidentale, 1965), l'AIAT, Pechiney (1896) qui participe à diverses sociétés⁶⁹, et NIGER France, filiale de l'*United Africa Company* – elle-même filiale d'Unilever – qui gère l'ensemble de sociétés d'Unilever en Afrique. L'état actuel des archives du ministère de la Coopération ne permet pas, pour le moment de retracer la vie ultérieure de ce bureau, qui peut être vu comme l'ébauche de la Mission Entreprises, qui sera instaurée bien plus tard au ministère des Affaires étrangères, en 1998, par le ministre Hubert Védrine au lendemain de l'absorption de la Coopération par son administration⁷⁰.

338

En conclusion, il faut insister sur la continuité d'un processus souterrain de dynamisation institutionnelle de l'expansion économique des entreprises françaises en Afrique qui court avec constance depuis 1960, soutenu par deux hommes clefs, le jeune ministre des Finances et de l'Économie, Valéry Giscard d'Estaing de 1962 à 1966, puis de 1969 à 1974, et Georges Pompidou, Premier ministre de 1962 à 1968. Le mouvement se poursuit quand les deux hommes se succèdent à la présidence de la République. Du côté patronal, Paul Huvelin a quitté ses fonctions en 1972 et pris la tête du CEPIA, remplacé par François Ceyrac à la tête du CNPF. Ce dernier se situe dans sa continuité, mais doit aussi tenir compte de l'évolution du contexte international, de la concurrence avivée que représentent le Japon et les États-Unis en Afrique, et aussi des conséquences de la convention ACP-CEE de Lomé de février 1975. Les pratiques patronales s'infléchissent en conséquence. Le comité Afrique noire cède la place à un comité ACP, présidé par Jean Dromer, alors PDG de la Banque internationale pour l'Afrique occidentale (BIAO), qui organise dorénavant, avec le concours du CEPIA, des « Journées-Pays », formule testée avec les pays du Maghreb, puis avec les « Journées camerounaises » des 22-24 novembre 1976, les « Journées togolaises » des 21-24 juin 1977⁷¹, les « Journées ivoiriennes », du 24 octobre

68 La composition de ses actionnaires se répartit à cette date comme suit : CEA : 33,50 % ; République du Niger 16,75 % , Société minière Pechiney Mokta : 18,84 % ; Compagnie française des mines d'uranium 14,66 % ; Urangesillschalt : 8,12 % ; Agip Nucleare : 8,12 %.

69 À cette date, les participations de Pechiney concernent la Société camerounaise de l'alumine et de l'aluminium (COMAL) 67 % ; SOCATRAL : 3,3 % ; ALUCAM ; Cie camerounaise de l'aluminium Pechiney Ugine : 50,2 % ; FRIA Guinée 17,8 %.

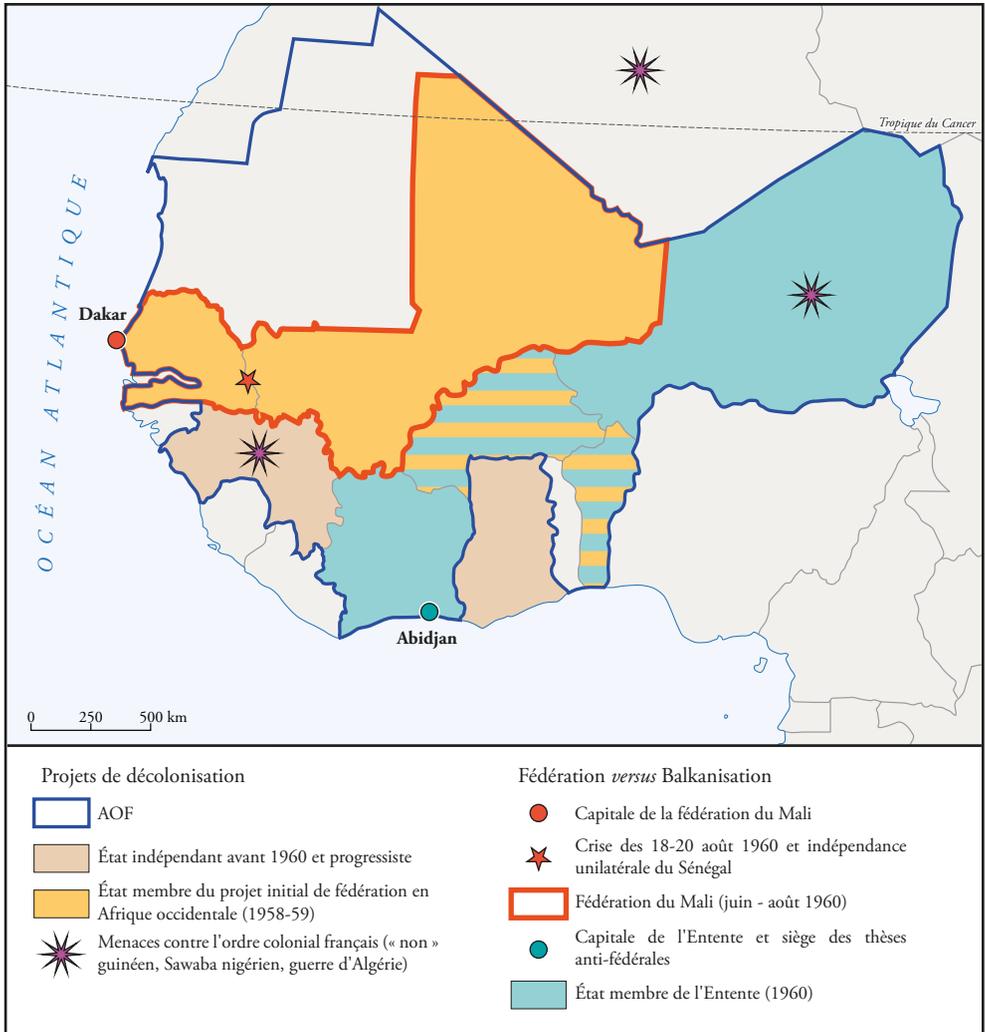
70 Laurence Badel, « Diplomatie et entreprises en France au xx^e siècle », *Les Cahiers du S-Irice*, 3, 2009/1, p. 103-128 URL : www.cairn.info/revue-les-cahiers-irice-2009-1-page-103.htm ; Julien Meimon, « Que reste-t-il de la Coopération française ? », art. cit., p. 27-50.

71 ANMT, 2000 021 39, Relations internationales. Missions et rapports, 1974-1981, *Afrique industrie, infrastructures*, « Le rôle du CEPIA dans le suivi des journées togolaises ».

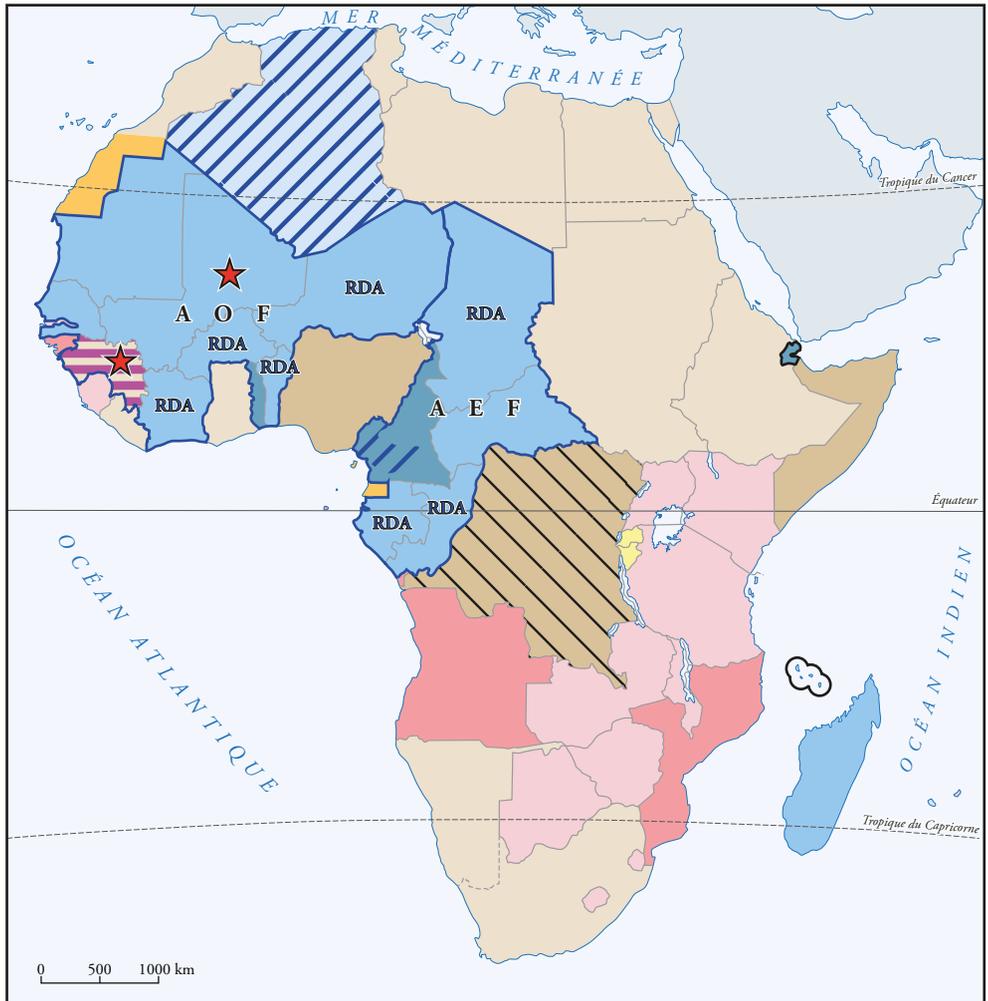
au 3 novembre 1977, et qui étend le champ géographique des missions aux pays africains non francophones (mission au Libéria des 24-28 octobre 1979), puis au Zimbabwe en septembre 1980 au lendemain de son indépendance⁷². La proximité étroite de l'État et du patronat français en Afrique n'est pas une spécificité, mais reflète une pratique qui a persisté dans les décennies ultérieures, y compris dans d'autres régions du monde.

72 ANMT, 2000021 39, Relations internationales. Missions et rapports, 1974-1981.

Cartes

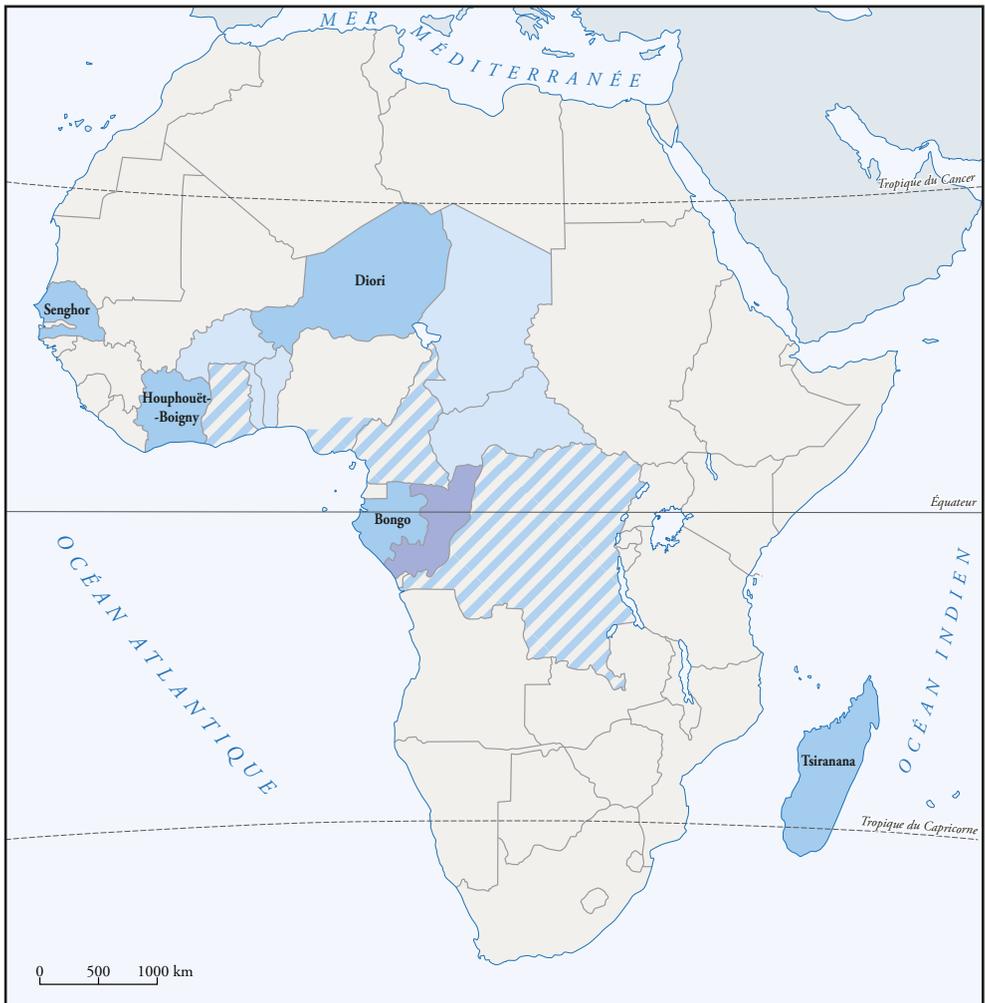


L'AOF face à la querelle fédérale (1958-1960)



L'Empire français	1960 : année de l'Afrique	Le crépuscule colonial
Département	Guerres coloniales françaises	État indépendant avant 1960
Colonie	Crises politiques et gouvernement RDA tendance révolutionnaire	État indépendant en 1960
Fédérations AOF et AEF (1958)	Territoires non décolonisés	Colonies en 1960
Territoire sous tutelle	Gouvernement RDA tendance Houphouët	belge
« Non » à la Communauté (1958)	1 ^{re} crise ONU (indépendance du Congo en 1960)	britannique
		espagnole
		portugaise

De l'Empire à la Françafrique : 1960, année des indépendances



« Dirigeants sérieux et capables [...]. Pour ceux-là aucune hésitation. Les rapports avec eux sont confiants. L'aide française leur est assurée en tout état de cause, et quelles que soient les circonstances. »

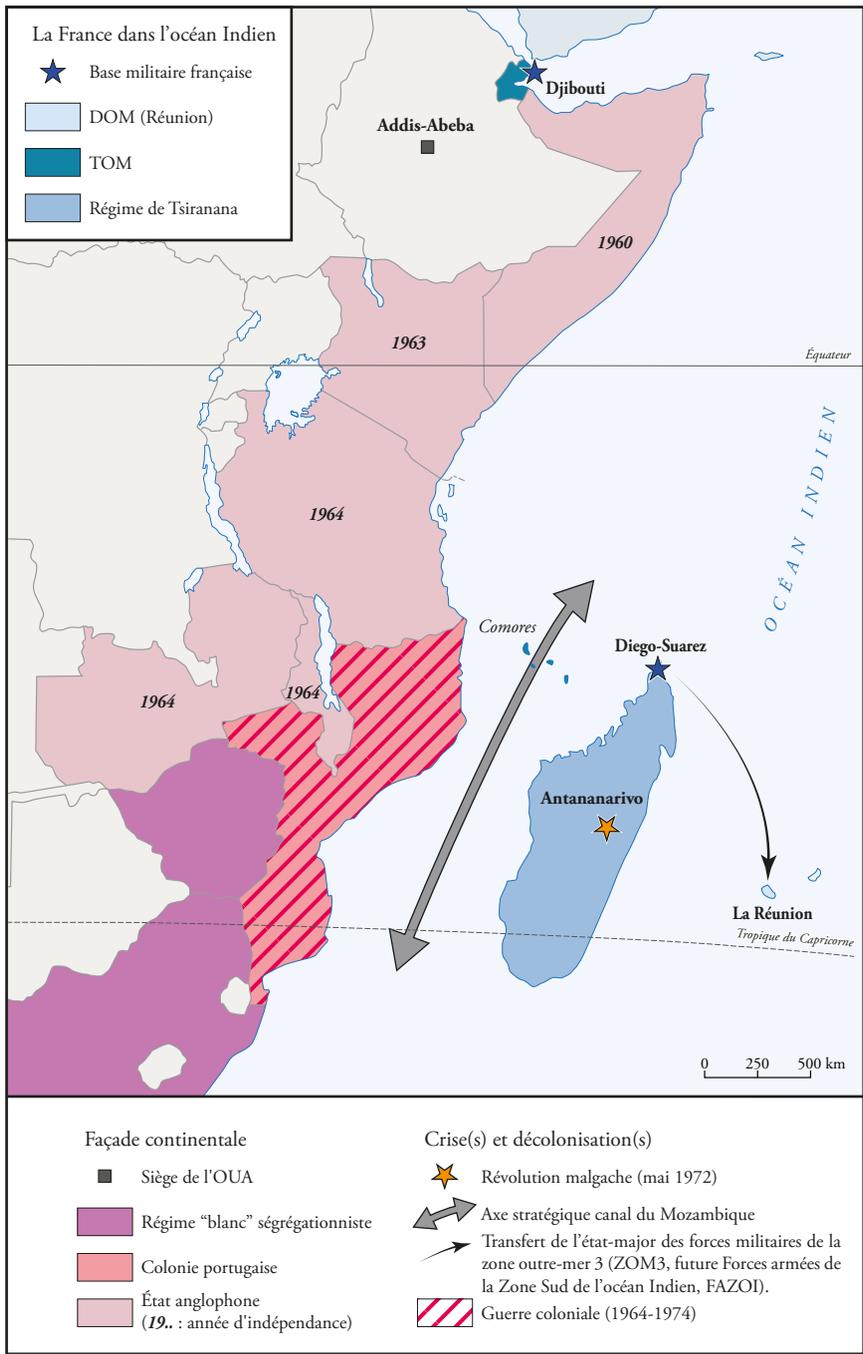
« D'autres dirigeants sont moins solides, leurs compétences moins grandes, ou leur pays plus fragile. Des mini coups d'État [...] ne changent rien fondamentalement à l'orientation de la politique de ces pays. La France laisse faire d'autant que les nouveaux "colonels" sortent tous de l'infanterie de Marine. Qu'apparaissent, en revanche, des germes de "subversion", des influences extérieures, comme au Tchad, alors l'appareil français est en alerte. »

« La notion traditionnelle du "pré carré" évolue. [...] La réunification du Cameroun [1961] avait déjà été [...] un succès français. L'aide au Biafra [1967-1970, Ojukwu], les excellents rapports noués avec le nouveau régime du Ghana [1969-1972, Busia], l'intérêt particulier porté au Congo-Kinshasa [...] »

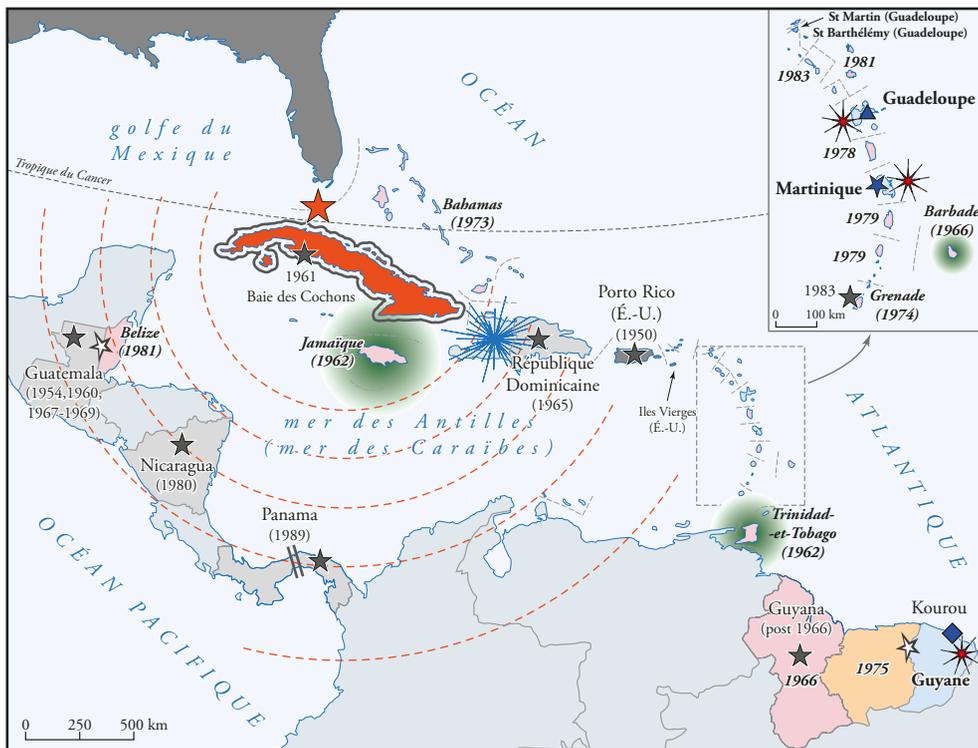
« C'est le renversement au Congo-Brazzaville, en août 1963, du régime de l'abbé Fulbert Youlou, qui a provoqué le raidissement de la doctrine gaulliste en Afrique. »

Source : AN, 90 AJ/1, manuscrit inédit
Finalemnt, qui est Monsieur Foccart ?

La « doctrine » : la situation géopolitique en 1970 selon un manuscrit inédit



La France dans l'océan Indien à l'aube des années 1970



La France dans les Caraïbes

- ★ État-major groupe Antilles-Guyane
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie
- ◆ Création du Centre d'études spatiales (1968) : « base de Kourou »
- DOM
- ★ Zone d'influence francophone

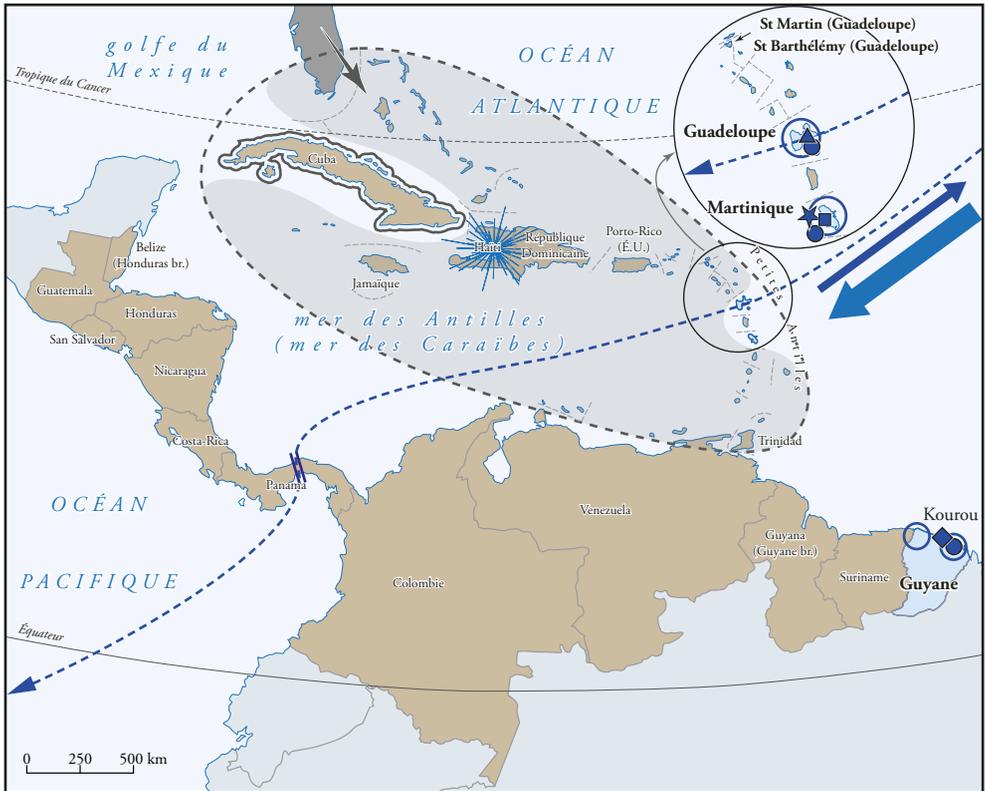
Présence et influence des États-Unis

- ≡ Canal transocéanique de Panama
- ★ Interventions américaines et dates
- ★ Crise des fusées (1962)
- Embargo sur Cuba (1962)

Décolonisation et Guerre froide

- Révolution cubaine (1959)
- Onde de choc de la Révolution cubaine
- ★ Attentats de l'Alliance révolutionnaire Caraïbes (années 1980)
- ★ Conflits frontaliers et/ou guerres civiles
- Foyers de nationalisme noir
- Colonie britannique (19.. : année d'indépendance)
- Colonie hollandaise (19.. : année d'indépendance)

Aux portes du « Mare Nostrum étasunien » :
les départements français des Caraïbes à l'heure de la guerre froide



La France dans les Caraïbes :
les facteurs de puissance et d'influence

- ★ État-major interarmées groupe Antilles - Guyane
- Service militaire adapté (SMA) : optique de contre-insurrection
- Poste SDECE
- ◆ Centre d'études spatiales
- ▲ Escale technique des DC8 nucléaires à destination de Polynésie et trajet
- Pôle universitaire
- ☼ Zone d'influence francophone
- Zone de surveillance du CRA (Centre de Recherche Avancé) de Fort-de-France

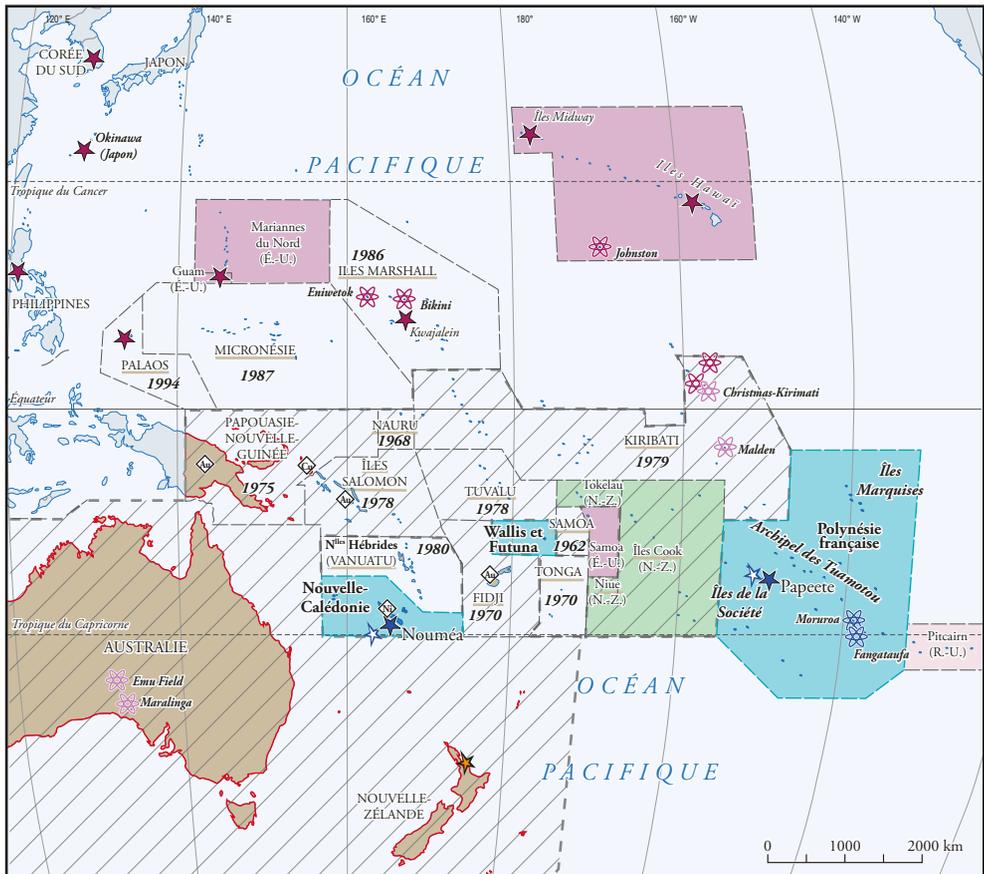
La France et ses départements caribéens

- ➔ « Cordon ombilical » avec la métropole : flux Antilles vers métropole
- ➔ flux métropole vers Antilles
- DOM

Environnement régional

- Espace caribéen insulaire
- ☼ Zone d'influence des États-Unis
- Embargo et rupture diplomatique avec les États-Unis (Cuba post 1959)

Défense et illustration de la présence française dans les Caraïbes :
l'épreuve de la guerre froide et de la décolonisation



La France dans le Pacifique

- ★ Base militaire
- ✳ Expériences nucléaires françaises (193 essais nucléaires de 1966 à 1996)
- ★ Troubles et/ou tensions nationalistes : Polynésie française (1958 : arrestation de Pouvanaa, 1987, 1995 : émeutes anti-nucléaires) ; Nouvelle-Calédonie (FLNKS, années 1980)
- ★ Attentat du Rainbow Warrior (1985)
- TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Wallis et Futuna)
- Possessions françaises

Ressources minières

- ⬢ Cuivre
- ⬢ Nickel
- ⬢ Or

**Environnement régional :
décolonisation et guerre froide**

- ★ Base militaire américaine
- ✳ Expériences nucléaires américaines (1945-1963)
- ✳ Expériences nucléaires britanniques (1953-1962)
- ▨ Zone Pacifique dénucléarisée (traité de Rarotonga signé le 6 août 1985 puis ratifié à l'origine par 8 pays océaniques)
- 19. Année d'indépendance
- Possession américaine
- Possession britannique
- Possession néo-zélandaise
- Pays du Forum des îles du Pacifique
- Pays ayant pu manifester une hostilité à la présence française (liste non exhaustive)

Manifestations et contestations de la puissance française en Océanie au temps de la guerre froide

JACQUES FOCCART EN QUELQUES DATES

- 31 août 1913. Naissance à Ambrières-le-Grand, aujourd'hui Ambrières-les-Vallées (Mayenne). Fils d'Elmire de Courtemanche de la Cléménadière, blanche créole de la Guadeloupe, et de Guillaume Koch-Foccart. Passe ses premières années au château du Tertre (Mayenne).
- 1913-1919. Petite enfance passée à l'Habitation Saint-Charles à Gourbeyre (Guadeloupe), commune de la Basse-Terre où son père assure le mandat de maire (1908-1921) et possède d'importantes plantations de bananes.
- 1919-1925. Retour définitif en métropole : la famille Foccart partage son temps entre le Midi (Nice et la Villa Auguste de Monte-Carlo) et Ambrières (Le Tertre) ; il découvre Paris avec ses grands-parents.
- 1925-1930. Élève interne du lycée de l'Immaculée-Conception à Laval (Mayenne) jusqu'en classe de seconde.
- 1930-1931. Élève en classe de première au lycée de Monte-Carlo, Jacques Foccart ne passe que la première partie de son baccalauréat.
- 1931-1934 : Prospecteur commercial des usines Renault à L'Aigle (Orne) puis à Vendôme (Loir-et-Cher).
- Octobre 1934-avril 1936. Service militaire.
- 1936-1939. Foccart devient employé dans la société commerciale de Jacques Borel, proche de la famille Foccart, spécialisée dans l'import-export avec l'Outre-mer. Le métier officiel de Jacques Foccart est désormais « importateur-exportateur ».
- 20 avril 1939. Mariage avec Isabelle Fenoglio, de sept ans son aînée. Le couple n'aura pas d'enfant.
- 1939-1944. Mobilisé en août 1939 comme sous-officier de l'armée de l'Air et démobilisé en août 1940, Foccart regagne Paris puis fonde une affaire d'exploitation de bois dans l'Orne. À partir de 1943, il assure des responsabilités dans l'Orne et dans la Mayenne au sein d'un réseau de résistance, dépendant des services de renseignement de la France Libre, créé afin de soutenir le Débarquement des Alliés. Il intègre la DGER, ancêtre du SDECE.
1944. Foccart crée à Paris une société d'import-export avec les Antilles (la SAFIEX). Celle-ci restera toujours la base de son activité professionnelle, n'ayant jamais été fonctionnaire de l'État. Il en confie la gestion à son ami Robert Rigaud, dit « Bob ».
- 1947-1958. Nommé en 1947 responsable national du RPF pour les Antilles et la Guyane, désigné conseiller de l'Union française par le RPF en 1950, Foccart devient à partir de là responsable des questions ultramarines et notamment africaines au sein du parti gaulliste. Membre du conseil national, puis secrétaire général adjoint,

et secrétaire général en 1954 du RPF ; il anime jusqu'en 1958, *La Lettre à l'Union française*, instrument de propagande gaulliste à destination de l'Outre-mer.

1948. Découverte de l'existence de sa demi-sœur.

1954. Acquisition de la Villa Charlotte à Luzarches (Val-d'Oise) qui héberge sa célèbre « case à fétiches ».

1958-1974. Nommé par de Gaulle au poste de conseiller technique à Matignon (juin-décembre 1958) puis à l'Élysée (janvier 1959-mars 1959). En mars 1960, Foccart est nommé secrétaire général de la Communauté, qu'il rebaptise secrétariat général des Affaires africaines et malgaches en 1961. Il est en charge des Affaires africaines, de l'Outre-mer, de la liaison avec les services de renseignement et de sécurité et de la relation avec les organisations politiques gaullistes. Il reste en fonction jusqu'à l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, à l'exception de l'intérim d'Alain Poher en 1969. À partir de 1970, le service de son secrétariat général quitte l'hôtel de Noirmoutier, 138 rue de Grenelle, pour s'installer au 2 rue de l'Élysée.

1960. Cofondateur du Service d'action civique (SAC), héritier du service d'ordre et organe du mouvement gaulliste.

384

1974-1981. Jacques Foccart fait campagne pour Jacques Chaban-Delmas en 1974 ; sitôt élu, Valéry Giscard d'Estaing met fin à ses fonctions et liquide le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches. Officiellement en retrait de la vie politique, Foccart se recentre sur ses activités professionnelles et lance la SAFIEX à l'assaut du marché africain ; parallèlement, il continue à entretenir ses réseaux en Afrique et dans les DOM-TOM à titre privé. Depuis la coulisse, il observe et accompagne la recomposition de la famille gaulliste.

1981-1986. À la présidentielle de 1981, Foccart est l'un rares gaullistes historiques à soutenir la candidature de Jacques Chirac et le seul baron à avoir finalement rallié le RPR. Dans l'opposition au socialisme, il affermit ses liens avec ce dernier et apporte son expérience à la reconstruction de la famille gaulliste en vue de revenir au pouvoir.

1986-1988. Conseiller à Matignon auprès de Jacques Chirac.

1988-1995. « Monsieur Afrique » de Jacques Chirac, Foccart crée la cellule Afrique de la Mairie de Paris, sise rue Martignac, et s'engage en faveur de Chirac en vue des élections présidentielles de 1995.

1991. Liquidation de la SAFIEX.

1995. Jacques Chirac, élu président, nomme Jacques Foccart son « représentant personnel auprès des chefs d'État africains » (14 rue de l'Élysée) en marge de la cellule Afrique de l'Élysée, dirigée par Michel Dupuch (2 rue de l'Élysée). Jacques Chirac l'élève à la dignité de grand officier de la Légion d'honneur.

19 mars 1997. Décès à son domicile parisien de la rue de Prony.

PLAN DE L'INVENTAIRE DU FONDS FOCCART AUX ARCHIVES NATIONALES

PAPIERS FOCCART (FONDS « SCRIBE »)

Secrétariat particulier

- Relations avec le général de Gaulle (1958-1971) [5 AG F/1-35]
- Relations avec Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/36-41]
- Documents généraux d'organisation (1959-1974) [5 AG F/42-58]
- Correspondance et intervention (1958-1974) [5 AG F/59-143]
 - Conseiller technique du général de Gaulle (1958-1960) [5 AG F/59-70]
 - Secrétaire général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1960-1974) [5 AG F/71-143]

Papiers du conseiller présidentiel

- Conseiller politique [5 AG F/144-317]
 - Centre pour l'expansion économique française (1955-1958) [5 AG F/144]
 - Union française (1958) [5 AG F/145]
 - Présidence du Conseil (1958) [5 AG F/146-157]
 - Présidence de la République (1959-1974) [5 AG F/158-317]
 - Relations politiques et institutionnelles (1958-1974) [5 AG F/158-221]
 - Élections présidentielles (1965, 1969, 1974) [5 AG F/222-240]
 - Élections et consultations nationales et locales (1958-1972) [5 AG F/241-317]
- Conseiller pour les affaires de renseignement et de sécurité [5 AG F/318-344]
 - Réforme du renseignement (1958-1959) [5 AG F/318-319]
 - Guerre d'Algérie et décolonisation de l'Afrique subsaharienne (1958-1968) [5 AG F/320-331]
 - Services de renseignements de la République (1958-1974) [5 AG F/332-338]
 - Renseignement privé (1958-1976) [5 AG F/339-344]
- Conseiller pour les Affaires africaines et malgaches [5 AG F/345-692]
 - La Communauté (1958-1968) [5 AG F/345-380]
 - Création (1958-1968) [5 AG F/345-351]
 - Réunions du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/352-363]
 - Comités du Conseil exécutif (1959-1960) [5 AG F/364-373]
 - Relations avec les instances extérieures (1958-1964) [5 AG F/374-380]

- Définition d'une politique africaine après 1960 (1961-1974) [5 AG F/381-392]
 Voyages du général de Gaulle en Afrique (1958-1966) [5 AG F/393-398]
 Voyages de Georges Pompidou en Afrique (1970-1973) [5 AG F/399-441]
 Visites de chefs d'État africains en France (1960-1974) [5 AG F/442-499]
 Voyages de Jacques Foccart (1961-1973) [5 AG F/500-505]
 Voyages en Afrique et séjours en France de personnalités (1959-1974)
 [5 AG F/506-523]
 Instances d'échanges franco-africains et organisations africaines (1959-1973) [5 AG F/524-527]
 États issus de l'Afrique-Occidentale française (1958-1974) [5 AG F/528-621]
 États issus de l'Afrique-Équatoriale française (1958-1974) [5 AG F/622-663]
 États issus des colonies de l'océan Indien (1958-1974) [5 AG F/664-677]
 États issus des colonies belges (1959-1974) [5 AG F/678-688]
 États étrangers à l'Afrique francophone (1958-1974) [5 AG F/689-692]
- Conseiller pour les DOM-TOM [5 AG F/693-841]
 Dossiers de personnalités (1959-1972) [5 AG F/693-700]
 Notes du général de Gaulle (1962-1969) [5 AG F/701-704]
 Conseils restreints (1962-1974) [5 AG F/705-734]
 Organisations de la politique pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/735-746]
 Voyages dans les DOM-TOM (1960-1974) [5 AG F/747-750]
 Départements d'outre-mer (1958-1974) [5 AG F/751-782]
 Territoires d'outre-mer (1951-1974) [5 AG F/783-841]
 Amérique (1951-1973) [5 AG F/783-788]
 Océan Indien (1958-1974) [5 AG F/789-819]
 Océans Austral et Pacifique (1958-1974) [5 AG F/820-841]
- « Cabinet » de Jacques Foccart**
- René Journiac, conseiller technique (1965-1974) [5 AG F/842-937]
 Chrono des documents à l'attention du président de la République (1965-1974) [5 AG F/842-878]
 Chrono du secrétariat général (1967-1974) [5 AG F/879-893]
 Dossiers de R. Journiac (1958-1974) [5 AG F/894-926]
 Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1959-1974)
 [5 AG F/927-937]
- Collaborateurs pour les affaires politiques (1958-1974) [5 AG F/938-978]
 Joseph Desmarescaux (1958-1974) [5 AG F/938-970]
 Denise Rieu (1963-1974) [5 AG F/971-978]
- Chargés de mission pour les affaires africaines et malgaches (1958-1974) [5 AG F/979-1037]
 Pierre Angéli (1960-1961) [5 AG F/979-981]
 Vincent Balesi (1956-1973) [5 AG F/982-986]
 Pierre Decheix (1963-1968) [5 AG F/987-989]

Jean Guézille (1960-1961) [5 AG F/990]
Yves Jouhaud (1961-1966) [5 AG F/991]
Guy Le Bellec (1960-1974) [5 AG F/992-1010]
Maurice Ligot (1960-1964) [5 AG F/1011]
Robert Mazeyrac (1972-1974) [5 AG F/1012-1015]
Jean Mialet (1960-1962) [5 AG F/1016]
Jacques Mouradian (1963-1964) [5 AG F/1017]
Jean Ribo (1969-1972) [5 AG F/1018-1020]
Alain Richard (1960-1974) [5 AG F/1021-1034]
Jacques Richard (1959-1974) [5 AG F/1035-1037]
Chargés de mission pour les DOM-TOM (1958-1974) [5 AG F/1038-1085]

SECRETARIAT GÉNÉRAL DES AFFAIRES AFRICAINES ET MALGACHES ET DE LA COMMUNAUTÉ (FONDS « ÉLYSÉE »)

Cellule Plantey

Affaires institutionnelles (1958-1964) [5 AG F/1086-1206]
Instances communautaires (1958-1964) [5 AG F/1086-1127]
Accession à l'indépendance (1958-1965) [5 AG F/1128-1172]
Activités des chargés de mission (1956-1964) [5 AG F/1173-1206]
Affaires internationales (1958-1964) [5 AG F/1207-1211]
Affaires judiciaires et juridiques (1958-1963) [5 AG F/1212-1245]
Activités communes de R. Journiac et son équipe (1958-1961) [5 AG F/1212-1215]
Affaires juridiques (1953-1963) [5 AG F/1216-1224]
Affaires judiciaires (1958-1961) [5 AG F/1225-1245]

« Cabinet » de Jacques Foccart

Secrétaire général (1959-1965) [5 AG F/1246-1251]
Conseiller technique (1960-1974) [5 AG F/1252-1264]
Chargés de mission (1959-1974) [5 AG F/1265-1286]
Affaires africaines et malgaches (1959-1974) [5 AG F/1265-1283]
DOM-TOM (1962-1972) [5 AG F/1284-1286]

Affaires politiques

Télégrammes diplomatiques et officiels (1960-1974) [5 AG F/1287-1446]
Synthèses diplomatiques (1959-1974) [5 AG F/1447-1635]
« Pré carré » (1958-1974) [5 AG F/1636-2123]

- Afrique occidentale (1960-1974) [5 AG F/1636-1777]
 Guinée-Conakry (1959-1974) [5 AG F/1636-1652]
 Mali (1960-1974) [5 AG F/1653-1685]
 Mauritanie (1958-1974) [5 AG F/1686-1722]
 Sénégal (1958-1974) [5 AG F/1723-1776]
 Sécheresse au Sahel (1973) [5 AG F/1777]
- Afrique occidentale (1958-1974) [5 AG F/1778-1905]
 Conseil de l'Entente (1960-1972) [5 AG F/1778-1781]
 Côte d'Ivoire (1958-1974) [5 AG F/1782-1814]
 Dahomey (1958-1974) [5 AG F/1815-1838]
 Haute-Volta (1958-1974) [5 AG F/1839-1859]
 Niger (1958-1974) [5 AG F/1860-1886]
 Togo (1958-1974) [5 AG F/1887-1905]
- Afrique équatoriale (1958-1974) [5 AG F/1906-2072]
 Communauté des anciens membres de l'Afrique-Équatoriale française
 (1959-1973) [5 AG F/1906-1909]
 Cameroun (1958-1974) [5 AG F/1910-1935]
 Centrafrique (1958-1974) [5 AG F/1936-1962]
 Congo-Brazzaville (1958-1974) [5 AG F/1963-1995]
 Gabon (1958-1974) [5 AG F/1996-2024]
 Tchad (1958-1974) [5 AG F/2025-2058]
 Subversion (1964-1973) [5 AG F/2059-2072]
- Madagascar (1958-1974) [5 AG F/2073-2123]
- Afrique « hors champ » (1958-1974) [5 AG F/2124-2342]
- Afrique francophone et anciennes colonies belges (1958-1974) [5 AG F/2124-2206]
 République démocratique du Congo [5 AG F/2124-2168]
 Burundi et Rwanda [5 AG F/2169-2191]
 Élargissement de la politique du « pré carré » [5 AG F/2192-2206]
- Afrique anglophone et anciennes colonies britanniques (1959-1974)
 [5 AG F/2207-2315]
 Politique post-coloniale britannique (1959-1971) [5 AG F/2207-2208]
 Afrique occidentale anglophone (1960-1974) [5 AG F/2209-2255]
 Afrique orientale anglophone (1959-1974) [5 AG F/2256-2281]
 Afrique australe anglophone (1960-1974) [5 AG F/2282-2305]
 Océan Indien anglophone (1960-1974) [5 AG F/2306-2315]
- Afrique lusophone et colonies portugaises (1960-1974) [5 AG F/2316-2323]
 Afrique hispanophone et colonies espagnoles (1967-1974) [5 AG F/2324-2326]
 Corne de l'Afrique (1960-1974) [5 AG F/2327-2342]
- Aires hors d'Afrique subsaharienne (1959-1974) [5 AG F/2343-2436]
 Afrique du Nord et Moyen-Orient (1959-1974) [5 AG F/2343-2375]
 Amérique (1960-1974) [5 AG F/2376-2403]
 Europe (1960-1974) [5 AG F/2404-2434]
 Océanie (1964-1971) [5 AG F/2435-2436]
- Organisations internationales (1958-1974) [5 AG F/2437-2591]

- Organisation des Nations unies (1958-1974) [5 AG F/2437-2495]
 - Organes centraux (1958-1974) [5 AG F/2437-2475]
 - Institutions dépendant de l'ONU (1958-1974) [5 AG F/2476-2495]
- Organisations intercontinentales (1961-1974) [5 AG F/2496-2507]
- Organisations africaines (1958-1974) [5 AG F/2508-2556]
 - Commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara (1959-1964) [5 AG F/2508]
 - Organisation de l'unité africaine (1958-1974) [5 AG F/2509-2530]
 - Organisation africaine et malgache du groupe francophone (1960-1974) [5 AG F/2531-2553]
 - Organisations régionales (1959-1971) [5 AG F/2554-2556]
- Communauté économique européenne (1960-1974) [5 AG F/2557-2587]
- Conférences et organisations non gouvernementales (1959-1971) [5 AG F/2588-2591]
- Affaires réservées (1958-1974) [5 AG F/2592-2640]
 - Communauté (1960-1968) [5 AG F/2592-2595]
 - Renseignement (1959-1974) [5 AG F/2596-2628]
 - Relations avec les services de renseignement (1960-1973) [5 AG F/2596-2606]
 - Surveillance politique (1959-1974) [5 AG F/2607-2628]
 - Enquêtes et missions particulières (1958-1971) [5 AG F/2629-2640]

Affaires militaires

- Présidence du général de Gaulle (1959-1969) [5 AG F/2641-2695]
 - Officiers de l'état-major particulier (1959-1969) [5 AG F/2641-2672]
 - Chargés de mission civils (1960-1969) [5 AG F/2673-2695]
- Présidence de Georges Pompidou (1969-1974) [5 AG F/2696-2769]

Affaires économiques et financières

- Mission de Jean Mialet (1958-1968) [5 AG F/2770-2826]
 - Communauté et indépendance (1958-1962) [5 AG F/2770-2786]
 - Dossiers clos en 1962 (1960-1962) [5 AG F/2787-2809]
 - Activités d'influence économique (1959-1968) [5 AG F/2810-2826]
- Mission économique et financière (1958-1974) [5 AG F/2827-3041]
 - Orientation générale (1958-1974) [5 AG F/2827-2868]
 - Mission de J.-P. Hadengue (1958-1966) [5 AG F/2827-2853]
 - Mission de G. Barrère (1966-1974) [5 AG F/2854-2868]
 - Politique financière du franc CFA (1959-1973) [5 AG F/2869-2909]
 - Grands secteurs d'activités économiques (1958-1974) [5 AG F/2910-2971]
 - Grands produits (1958-1973) [5 AG F/2910-2936]
 - Matières premières stratégiques (1959-1974) [5 AG F/2937-2951]
 - Télécommunications et transports (1959-1973) [5 AG F/2952-2969]
 - Tourisme (1960-1968) [5 AG F/2970-2971]
 - Relations bilatérales (1959-1973) [5 AG F/2972-3041]

« Pré carré » (1959-1973) [5 AG F/2972-3036]
Afrique « hors champ » (1960-1972) [5 AG F/3037-3041]

Coopération

Coopération générale (1958-1974) [5 AG F/3042-3249]
Fonds d'aide et de coopération (1960-1974) [5 AG F/3042-3147]
Assistance technique en personnel (1958-1974) [5 AG F/3148-3180]
Synthèses des missions d'aide et de coopération (1966-1974) [5 AG F/3181-3210]
Politiques de développement (1959-1974) [5 AG F/3211-3224]
Réformes de la politique d'aide et de coopération (1959-1973) [5 AG F/3225-3243]
Expatriés (1960-1974) [5 AG F/3244-3249]
Coopération technique (1959-1974) [5 AG F/3250-3404]
Affaires judiciaires et juridiques (1959-1973) [5 AG F/3250-3274]
Affaires culturelles, scientifiques et techniques (1959-1974) [5 AG F/3275-3379]
Francophonie (1961-1974) [5 AG F/3275-3285]
Enseignement et enseignement supérieur (1959-1974) [5 AG F/2386-3340]
Action culturelle (1960-1974) [5 AG F/3341-3352]
Jeunesse et sport (1960-1974) [5 AG F/3353-3358]
Information et médias (1960-1974) [5 AG F/3359-3375]
Vie associative franco-africaine (1960-1974) [5 AG F/3376-3379]
Affaires sociales (1960-1974) [5 AG F/3380-3404]
Affaires générales (1960-1974) [5 AG F/3380-3391]
Relations bilatérales (1960-1974) [5 AG F/3392-3400]
Anciens combattants (1960-1974) [5 AG F/3401-3404]

390

Départements et territoires d'outre-mer

Télégrammes officiels (1962-1969) [5 AG F/3405-3419]
Synthèses officielles (1963-1973) [5 AG F/3420-3438]
Politiques de développement (1958-1974) [5 AG F/3439-3490]
Départements d'outre-mer (1960-1974) [5 AG F/3491-3518]
Affaires politiques (1962-1974) [5 AG F/3491-3515]
Antilles (1963-1970) [5 AG F/3491-3502]
Guyane (1962-1974) [5 AG F/3503-3508]
Réunion (1962-1973) [5 AG F/3509-3515]
Affaires militaires communes (1960-1972) [5 AG F/3516-3518]
Territoires d'outre-mer (1959-1974) [5 AG F/3519-3573]
Saint-Pierre-et-Miquelon (1961-1970) [5 AG F/3574-3521]
Océan Indien (1959-1974) [5 AG F/3522-3573]
Comores (1959-1974) [5 AG F/3522-3529]
Côte française des Somalis [CFS] et Territoire français des Afars et des Issas (1959-1974) [5 AG F/3530-3541]

- Océans Austral et Pacifique (1959-1974) [5 AG F/3542-3573]
 - Nouvelle-Calédonie (1962-1973) [5 AG F/3542-3558]
 - Polynésie française (1961-1973) [5 AG F/3559-3565]
 - Nouvelles-Hébrides (1960-1974) [5 AG F/3566-3568]
 - Terres australes et antarctiques françaises (1959-1972) [5 AG F/3569-3571]
 - Wallis-et-Futuna (1960-1969) [5 AG F/3572-3573]

Services du secrétariat général

- Protocole (1958-1974) [5 AG F/3574-3743]
 - Visites et voyages officiels (1959-1974) [5 AG F/3574-3636]
 - Voyages officiels du Président français en Afrique (1959-1973) [5 AG F/3574-3600]
 - Visites officielles de chefs d'État africains en France (1961-1972) [5 AG F/3601-3620]
 - Voyages de personnalités (1960-1974) [5 AG F/3621-3636]
 - Correspondance officielle (1960-1974) [5 AG F/3637-3649]
 - Cérémonies et réceptions (1959-1974) [5 AG F/3650-3685]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3686-3731]
 - Information institutionnelle et administrative (1958-1974) [5 AG F/3686-3721]
 - Dossiers d'activités du service du protocole (1960-1974) [5 AG F/3722-3731]
 - Relations parlementaires (1959-1974) [5 AG F/3732-3743]
- Bureau de documentation et de presse (1944-1974) [5 AG F/3744-3889]
 - Fonctionnement (1958-1974) [5 AG F/3744-3765]
 - Presse relative aux présidents de la République (1944-1974) [5 AG F/3766-3784]
 - Presse relative à J. Foccart (1962-1974) [5 AG F/3785-3808]
 - Activités et production (1959-1974) [5 AG F/3809-3852]
 - Documentation (1958-1974) [5 AG F/3853-3889]
- Service administratif et financier (1958-1975) [5 AG F/3890-4072]
 - Fonctionnement et organisation (1959-1975) [5 AG F/3890-3921]
 - Affaires financières (1959-1974) [5 AG F/3922-4027]
 - Comptabilité (1959-1974) [5 AG F/3922-4004]
 - Régie d'avances (1959-1974) [5 AG F/4005-4027]
 - Personnel et ressources humaines (1958-1974) [5 AG F/4028-4072]
 - Dossiers du personnel (1959-1974) [5 AG F/4028-4044]
 - Effectifs et situation administrative des agents (1958-1974) [5 AG F/4045-4056]
 - Rémunérations, pensions et indemnités (1959-1974) [5 AG F/4057-4072]
- Affaires générales (1958-1974) [5 AG F/4073-4155]
 - Courrier (1958-1974) [5 AG F/4073-4109]
 - Correspondance administrative active (1958-1974) [5 AG F/4073-4096]
 - Correspondance administrative passive (1966-1974) [5 AG F/4097-4109]
 - Logistique (1953-1974) [5 AG F/4110-4146]
 - Organisation du secrétariat général (1959-1974) [5 AG F/4110-4119]

Documentation (1958-1974) [5 AG F/4120-4131]
Archivage (1953-1970) [5 AG F/4132-4146]
Période intérimaire et liquidation du secrétariat général (avril-juin 1974)
[5 AG F / 4147-4155]

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Elle se concentre sur six aspects des activités de Jacques Foccart à l'Élysée. Le premier est constitué par les écrits et témoignages de Jacques Foccart. Le second concerne les mémoires de personnalités ayant partie liée avec les activités de Jacques Foccart dans les décennies soixante et soixante-dix (en partie inspiré de titres de la bibliothèque de Jacques Foccart conservée par la fondation Charles-de-Gaulle). La troisième entrée s'attache à la décolonisation de l'Afrique subsaharienne et aux travaux effectués sur la base des archives Foccart. Des références bibliographiques britanniques, portugaises et belges sont introduites : les titres ont été sélectionnés en fonction de leur importance épistémologique et des récentes découvertes archivistiques qu'explorent ces travaux (Migrated Archives britanniques ou archives de la PIDE, la police politique du régime salazariste). La quatrième entrée concerne les Outre-mer, et notamment les tous premiers travaux effectués sur la base des archives Foccart. La cinquième entrée, très brève, est occupée par des œuvres de fiction inspirées de grandes affaires de la décolonisation pour les années soixante et soixante-dix : assassinat de Lumumba et guerre du Congo, version romancée de l'ascension du général Eyadéma au sein des chefs d'État du « pré carré », ou encore intrigue policière inspirée de l'affaire Ben Barka. Enfin, une sixième entrée est consacrée à la filmographie à travers des films documentaires intéressant la décolonisation de l'Afrique francophone et l'évolution des Outre-mer.

Pour une bibliographie intéressant la présidence du général de Gaulle, nous nous référons à celle précédemment établie par Nicole Even : Archives de la présidence de la République. Général de Gaulle (1959-1969), Paris, Archives nationales, 2016, p. 28-33.

ÉCRITS DE JACQUES FOCCART ET ENTRETIENS

Journal de l'Élysée, t. 1, Tous les soirs avec de Gaulle (1965-1967), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

Journal de l'Élysée, t. 2, Le Général en mai (1968-1969), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1998.

Journal de l'Élysée, t. 3, Dans les bottes du Général (1969-1971), mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1999.

Journal de l'Élysée, t. 4, *La France pompidolienne (1971-1972)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard / Jeune Afrique, 2000.

Journal de l'Élysée, t. 5, *La Fin du gaullisme (1973-1974)*, mise en forme et annotations par Philippe Gaillard, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 2001.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 1, 1913-1969, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

(avec Philippe GAILLARD), *Foccart parle*, t. 2, 1969-1996, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1997.

MÉMOIRES, TÉMOIGNAGES ET TRAVAUX DE COLLABORATEURS DE JACQUES FOCCART

AIMÉ-BLANC, Lucien, *L'Indic et le Commissaire*, Paris, Plon, 2006.

BAKARY, Djibo, « *Silence! On décolonise...* » *Itinéraire politique et syndical d'un militant africain*, Paris, L'Harmattan, 1992.

394 BALESI, Vincent, *Méharées : au grand large du fort Coppolini de Tidjikla dans le Sahara occidental*, Paris, Arcam, 1995¹.

BERNET, Philippe, et LEROY-FINVILLE, Marcel, *SDECE, service 7. L'extraordinaire aventure du colonel Leroy-Finville et de ses clandestins*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BERNET, Philippe, et WYBOT Roger, *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

BOLOTTE, Pierre, *Mémoires d'un préfet*, tapuscrit consultable au Centre d'archives d'histoire contemporaine de Sciences Po.

BOURGI, Robert, *Le Général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris/Abidjan, Librairie générale de droit et jurisprudence/Nouvelles éditions africaines, 1980.

« La Communauté », numéro spécial de *Promotions*, préface d'Alain Plantey, 1960/4.

COULIBALY, Daniel Ouezzin, *Combat pour l'Afrique : 1946-1958. Lutte du RDA pour une Afrique nouvelle*, textes présentés par Claude Gérard, Abidjan, Nouvelles éditions africaines, 1988.

DEBRÉ (Michel), *Au service de la nation*, Paris, Stock, 1963².

—, *Une politique pour la Réunion*, Paris, Plon, 1974.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. I, *Combattre*, Paris, Albin Michel, 1984.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. II, *Agir (1946-1958)*, Paris, Albin Michel, 1988.

—, *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. III, *Gouverner (1958-1962)*, Paris, Albin Michel, 1988.

1 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

2 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- , *Mémoires. Trois Républiques pour une France*, t. IV, *Gouverner autrement (1962-1970)*, Paris, Albin Michel, 1993.
- DELAUNEY, Maurice, *De la casquette à la jacquette, ou De l'administration coloniale à la diplomatie africaine*, Paris, La Pensée universelle, 1982³.
- DELEPLANQUE, Jean, *Le Préfet et le Saumon. Souvenirs*, Paris, Michel de Maule, 2011.
- DENARD, Bob, et FLEURY, Georges, *Corsaire de la République*, Paris, Robert Laffont, 1998.
- DENARD, Bob, et LUNEL, Pierre, *Bob Denard, le roi de fortune*, Paris, Édition n° 1, 1992.
- DEVLIN, Larry, *Chief of Station, Congo. A memoir of 1960-67*, New York, PublicAffairs, 2007.
- , *CIA, mémoires d'un agent. Ma vie de chef de poste pendant la guerre froide*, trad. Jacques Braibant, Paris/Bruxelles, Jourdan, 2009.
- FANON, Frantz, *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero, 1964, rééd. Paris, La Découverte, 2006.
- FENKAM, Frédéric, *Les Révélation de Jean Fochivé, le chef de la police politique des présidents Abidjo et Biya*, Bondy, Minsi, 2003.
- FOYER, Jean, *Sur les chemins du droit avec le Général: mémoires de ma vie politique (1944-1988)*, avec la collaboration de Sabine Jansen, Paris, Fayard, 2006.
- FRANÇAIS, Jean, *Le Putsch de Bokassa. Histoire secrète*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- GOUILLY, Alphonse, *L'Islam devant le monde moderne*, Paris, La Nouvelle Édition, 1945⁴.
- , *L'Islam dans l'Afrique occidentale française*, Paris, Larose, 1952.
- LAMIZANA, Sangoulé, *Mémoires*, t. I, *Sous les drapeaux*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- , *Mémoires*, t. II, *Sur la brèche trente ans durant*, Paris, Jaguar conseil, 1999.
- LANTIER, Jacques, *Le Temps des mercenaires. Faut-il les condamner?*, Verviers/Paris, Gérard et Cie/L'Inter, coll. « Bibliothèque Marabout », 1969⁵.
- LE CORNEC, Jacques, *Un royaume antillais. D'histoires et de rêves et de peuples mêlés*, Paris, L'Harmattan, 2005.
- LEMARCHAND, Philippe, « *Barbouze* » *du Général*, avec la collaboration de Jean-François Bège, Paris, Le Cherche Midi, 2005.
- LIGOT, Maurice, *Les Accords de coopération entre la France et les États africains et malgache d'expression française*, préface de Jacques Foccart, Paris, La Documentation française, 1964.
- , *Un territoire, une passion*, Paris, France-Empire, 1993⁶.

3 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

4 Alphonse Gouilly est un des pseudonymes littéraires utilisés par Jacques Mouradian, du temps où il était administrateur colonial.

5 Sous le pseudonyme du héros de *La Bête humaine* d'Émile Zola se cache en réalité le commissaire Raymond (dit Ange) Antonini, qui fut notamment envoyé suivre la crise congolaise pour l'ONU avant de devenir conseiller de François Tombalbaye pour les questions de police au titre de la coopération franco-tchadienne.

6 La fondation Charles-de-Gaulle conserve un exemplaire dédié par l'auteur à J. Foccart.

- LISETTE, Gabriel, *Le Combat du Rassemblement démocratique africain pour la décolonisation pacifique de l'Afrique noire*, Paris, Présence africaine, 1983.
- MALOUBIER, Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Paris/Monaco, Éditions du Rocher, 2013.
- MARENCHES, Alexandre de, et OCKRENT, Christine, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.
- MESSMER, Pierre, *Après tant de batailles. Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1992.
- N'DIAYE, Bokar, *Les Castes au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- , *Groupes ethniques au Mali*, Bamako, Éditions populaires, 1970.
- PADMORE, George, *Pan-africanism or Communism? The Coming Struggle for Africa*, London, Dobson, 1956 ; *Panafricanisme ou communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique*, trad. Thomas Diop, Paris, Présence africaine, 1961.
- QUENUM, Maximilien, *Au pays des Fons. Us et coutumes du Dahomey*, Paris, Larose, 1938.
- RAPHAËL-LEYGUES, Jacques, *Chroniques des années incertaines 1935-1945*, Paris, France-Empire, 1977.
- RENAULT, Alain, et ROBERT, Maurice, *Maurice Robert, « ministre » de l'Afrique*, Paris, Éditions du Seuil, 2004.
- ROCHET, Jean, *Cinq ans à la tête de la DST (1967-1972) : la mission impossible*, Paris, Plon, 1985.
- ROUGELET, Patrick, *RG, la machine à scandales*, Paris, Albin Michel, 1997.
- SANMARCO, Louis, *Le Colonisateur colonisé*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1983.
- SASIA, Raymond, *Le Mousquetaire du Général. Entretiens avec le père Philippe Verdin*, Paris, Guéna, 2010.
- SOUTOU, Jean-Marie, *Un diplomate engagé. Mémoires 1939-1979*, Paris, De Fallois, 2011.
- STOCKWELL, John, *In Search of Enemies: A CIA Story*, New York, Norton, 1978.
- THIBAU, Jacques, *La France colonisée*, Paris, Flammarion, 1979.
- VIÉ, Jean-Émile, *Faut-il abandonner les DOM?*, Paris, Économica, 1978.
- , *Mémoires d'un directeur des renseignements généraux*, Paris, Albin Michel, 1983.
- YOULOU, Fulbert, *J'accuse la Chine*, Paris, La Table ronde, 1966.
- ZELLER, André, *Journal d'un prisonnier. Le témoignage d'un des quatre généraux du putsch d'Alger*, avant-propos et notes de Bernard Zeller, Paris, Tallandier, 2014.

DÉCOLONISATION DE L'AFRIQUE

- AGERON, Charles-Robert, *La Décolonisation française* (1991), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Amand Colin, 1994.
- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Afrique noire française. L'heure des indépendances*, Paris, CNRS éditions, 1992.

- AGERON, Charles-Robert, et MICHEL, Marc (dir.), *L'Ère des décolonisations*, Paris, Karthala, 1995.
- AMSELLE, Jean-Loup, et M'BOKOLO, Elikia (dir.), *Au cœur de l'ethnie : ethnie, tribalisme et État en Afrique*, Paris, La Découverte, 1985.
- ANDERSON, David, *Histories of the Hanged: The Dirty War in Kenya and the End of Empire*, New York, Norton, 2005.
- ANDREW, Christopher, et MITROKHINE, Vassili, *Le KGB à l'assaut du tiers monde : agression, corruption, subversion*, Paris, Fayard, 2008.
- AWENANGO, Séverine, BARTHÉLÉMY, Pascale, et TSHIMANGA, Charles (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ?*, Paris, L'Harmattan, 2004.
- BAT (Jean-Pierre), « Les archives de l'AEF », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 301-310.
- , « Le rôle de la France après les indépendances. Jacques Foccart et la *Pax Gallica* », *Afrique contemporaine*, 235, 2010/3, p. 43-52.
- , *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2012.
- , « Georges Conan. RG et contre-subversion au Cameroun (1955-1960) » et « Artine Hamalian, itinéraire d'un policier "harki" avant la lettre. De la Sûreté générale du Liban et de la Syrie à la délégation SCTIP de Fort-Lamy », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 167-171 et p. 187-198.
- , « Les diamants (de Bokassa) sont éternels. Pré carré et guerre fraîche : la fabrique de la Françafrique », *Afrique contemporaine*, 246, 2013/2, p. 127-148.
- , *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015, rééd. poche 2017.
- , *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État*, Paris, Tallandier, 2016.
- , « Le secteur N (Afrique) et la fin de la Guerre froide », *Relations internationales*, 165, 2016/1, p. 43-56.
- BAT, Jean-Pierre, et GENESTE, Pascal, « Jean Mauriceau-Beaupré : de Fontaine à Mathurin, JMB au service du Général », *Relations internationales*, 142, 2010/2, p. 87-100.
- BAULIN, Jacques, *La Politique africaine d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor-Press, 1980.
- , *La Succession d'Houphouët-Boigny : les débuts de Konan Bédié*, Paris, Karthala, 2000.
- BAYART, Jean-François, *L'État en Afrique, la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989 (2^e éd. 2006).
- BAZENGISSA-GANGA, Rémy, *Les Voies du politique au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Khartala, 1997.
- BERNAULT, Florence, *Démocraties ambiguës en Afrique centrale : Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala, 1996.
- BERNUSSOU, Jérôme, *Histoire et mémoire au Niger de l'indépendance à nos jours*, Toulouse, CNRS/Université de Toulouse-le-Mirail, 2009.

- BETI, Mongo, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, Maspero, 1972, rééd. Paris, La Découverte, 2010.
- BIGO, Didier, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karhala, 1988.
- BRUNSCHWIG, Henri, *L'Avènement de l'Afrique Noire, du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1963.
- BUIJTENHUIJS, Robert, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984) : la révolution introuvable*, Paris/Ra Leiden, Karhala/Afrika-Studiecentrum, 1987.
- CHAFER, Tony, et KEESE, Alexander, *Francophone Africa at Fifty*, Manchester, Manchester University Press, 2014.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2003.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre, et DUPAQUIER, Jean-François, *Burundi 1972. Au bord des génocides*, Paris, Karhala, 2007.
- Comité scientifique international pour la rédaction d'une histoire générale de l'Afrique*, t. VIII : *L'Afrique depuis 1935*, Paris, UNESCO, 1988.
- Congo 1960 : échec d'une décolonisation*, préface de Colette Braeckman, Bruxelles, André Versaille, 2010.
- COOPER, Frederick, *Africa since 1940: The Past of the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; *L'Afrique depuis 1940*, trad. Christian Jeanmougin, Paris, Payot, 2008, rééd. poche 2012.
- CORNÈDE, Martine, « Politique d'ouverture des fonds coloniaux », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 313-320.
- CORREAU, Laurent, *Goukouni Weddeye. Témoignage pour l'histoire du Tchad*, RFI, 2008.
- DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Perrin, 2005.
- DELTOUBE, Thomas, DOMERGUE, Manuel, et TATSITSA, Jacob, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011.
- DECALO, Samuel, *Psychoses of Power: African Personal Dictatorships*, Boulder (Colo.)/London, Westview Press, 1998.
- DE WITTE, Ludo, *L'Assassinat de Lumumba*, Paris, Karhala, 2000.
- DINMMADJI DE PARSAMBA, Arnaud, *Ngarta Tombalbaye. Parcours et rôle dans la vie politique du Tchad (1959-1975)*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- DURAND, Pierre-Michel, *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- ELKINS, Caroline, *Britain's Gulag. The Brutal End of Empire in Kenya*, London, Jonathan Cape, 2005.
- EL MECHAT, Samia, et RENUCCI, Florence, *Les Décolonisations au XX^e siècle. Les hommes de la transition. Itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- EVARD, Camille, « Le chef de bataillon François Beslay, un officier hors-cadre. Des méharistes coloniaux à l'armée nationale mauritanienne », dans Jean-Pierre Bat

- et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 173-186.
- FAES, Géraldine, et SMITH, Stephen, *Bokassa I^{er}, un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- FALIGOT, Roger, *Tricontinentale. Quand Che Guevara, Ben Barka, Cabral, Castro et Hô Chi Minh préparaient la révolution mondiale (1964-1968)*, Paris, La Découverte, 2013.
- GALIBERT, Didier, *Les Gens de pouvoir à Madagascar. État postcolonial, légitimités et territoires (1956-2002)* (2009), 2^e éd. revue et augmentée, Paris, Karthala, 2011.
- GÉRARD, Claude, *Les Pionniers de l'indépendance*, Paris, Inter-continents, 1975.
- GIFFORD, Prosser, et LOUIS, William Roger (dir.), *Decolonization and African Independence: The Transfers of Power (1960-1980)*, New Heaven/London, Yale University Press, 1988.
- GLASER, Antoine, et SMITH, Stephen, *Ces messieurs Afrique. Le Paris-village du continent noir*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
- , *Comment la France a perdu l'Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 2005, rééd. Paris, Hachette littératures, coll. « Pluriel », 2006, nouvelle éd., Paris, Pluriel, 2014.
- GRAH MEL, Frédéric, *Félix Houphouët-Boigny. Biographie*, Abidjan/Paris, CERAP/Maisonneuve et Larose, t. 1, *Le Fulgurant Destin d'une jeune proie (?-1960)*, 2003 ; t. 2, *L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, 2010 ; t. 3, *La Fin et la suite*, 2010.
- JENNINGS, Eric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.
- LAZARUS, Neil (dir.), *Penser le postcolonial, introduction critique*, Paris, Amsterdam, 2006.
- LE HUNSEC, Mathieu, *La Marine nationale en Afrique depuis les indépendances : cinquante ans de diplomatie navale dans le golfe de Guinée*, Vincennes, Service historique de la Défense, 2011.
- LEWIN, André, *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- MARINHO, António Luís, *Operação Mar Verde. Um documento para a história*, Lisboa, Temas e Debates, 2006.
- MATEUS, Dalila Cabrita, *A PIDE/DGS na Guerra Colonial (1961-1974)*, Lisboa, Terramar, 2004.
- M'BAYE, Saliou, « Le CAOM : un centre d'archives partagées ? », *Afrique & Histoire*, 7, 2009/1, p. 291-299.
- , *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal (1956-2000)*, Dakar, chez l'auteur, 2012.
- MÉDARD, Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991.
- MEMMI, Albert, *Portrait du décolonisé arabo-musulman et de quelques autres* (2004), éd. revue et augmentée d'une postface, Paris, Gallimard, 2005, rééd. coll. « Folio actuel », 2007.

- MICHEL, Marc, *Décolonisations et émergence du tiers monde* (1993), 2^e éd., Paris, Hachette supérieur, 2005.
- MIGANI, Guïa, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008.
- MORTIMER, Edward, *France and the Africans (1944-1960): A Political History*, London, Faber & Faber, 1969.
- MURPHY, Philip, *Monarchy and the End of Empire. The House of Windsor, the British Government and the Postwar Commonwealth*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- NATIVEL, Didier, et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 2007.
- N'DOMBET, Wilson-André, *Partis politiques et unité nationale au Gabon (1957-1989)*, Paris, Kathala, 2009.
- NGOUPANDE, Jean-Paul, *L'Afrique sans la France. Histoire d'un divorce consommé*, Paris, Albin Michel, 2002.
- OBIANG, Jean-François, *France-Gabon, pratiques clientélares et logiques d'État dans les relations franco-africaines*, Paris, Karthala, 2007.
- PÉAN, Pierre, *Affaires africaines*, Paris, Fayard, 1983.
- RABENORO, Césaire, *Les Relations extérieures de Madagascar de 1960 à 1972*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- RAISON-JOURDE, Françoise et ROY, Gérard, *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar. De Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala, 2010.
- RAVALOSON, Jaona, *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- SAUR, Léon, *Le Sabre, la machette et le goupillon. Des apparitions de Fatima au génocide rwandais*, [Bierges], Mols, 2010.
- SAURA, André, *Philibert Tsiranana (1910-1978), premier président de la République de Madagascar*, Paris, L'Harmattan, 2006, t. 1, *À l'ombre de de Gaule*; t. 2, *Le Crépuscule du pouvoir*.
- TIQUET, Romain, « D'un État à l'autre, la stratégie du Guépard policier. Transfert total ou legs partiel des pouvoirs de police en Haute-Volta (1949-1960) » et « Hubert Kho. Premier Africain de la Sûreté voltaïque », dans Jean-Pierre Bat et Nicolas Courtin (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e et XX^e siècles)*, Rennes, PUR, 2012, p. 125-145 et p. 199-207
- TORRENT, Mélanie, *British Decolonisation (1919-1984). The Politics of Power, Liberation and Influence*, Paris, PUF/CNED, 2012.
- VERMEREN, Pierre, *Le Choc des décolonisations. De la guerre d'Algérie aux printemps arabes*, Paris, Odile Jacob, 2015.
- VERSCHAVE, François-Xavier, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998.

- WALRAVEN, Klass Van, *The Yearning for Relief. A History of the Sawaba Movement in Niger*, Leiden, Brill, 2013 ; *Le Désir du calme : l'histoire du mouvement Sawaba au Niger*, trad. fr., Rennes, PUR, 2017.
- WALTON, Calder, *Empire of secrets. British Intelligence, Cold War and the Twilight of Empire*, London, HarperPress, 2013.
- WAUTHIER, Claude, *Quatre présidents et l'Afrique : de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing, Mitterrand. Quarante ans de politique africaine*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.

HISTOIRE DES OUTRE-MER

- ALDRICH, Robert, et CONNELL, John, *The Last Colonies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.
- , *French overseas Frontiers: Départements et territoires d'outre-mer*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.
- AUDIGIER, François, « Les gaullistes et la Nouvelle-Calédonie de l'après-guerre à 1981 », *Revue juridique, politique et économique de la Nouvelle-Calédonie*, 4, 2004, p. 61-68.
- , « Jacques Foccart, un conseiller très influent au service d'une certaine idée de l'Outre-Mer (1965-1969) », dans Paul de Deckker (dir.), *Figures de l'État dans le Pacifique*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 195-210.
- , « Les réseaux Foccart en Outre-Mer à la fin de la IV^e République, une étude de cas : le capitaine de gendarmerie mobile Dargelos », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 358-359, 2008, p. 59-75.
- BONIN, Hubert (dir.), « Mayotte : un enjeu ultramarin », n° 374-375 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2012, p. 5-99.
- COMBEAU, Yves, *L'Île de la Réunion dans le XX^e siècle : un itinéraire français dans l'océan Indien (colonie, département, région)*, [Saint-Denis]/[Saint-André], CRESOI/Océan éditions, 2009.
- [Commission temporaire d'information et de recherche historique], *Rapport à Madame la ministre des Outre-mer sur les événements de décembre 1959 en Martinique, de juin 1962 et de mai 1967 en Guadeloupe*, Paris, La Documentation française, 2016⁸.
- CONSTANT, Fred, et DANIEL, Justin (dir.), *1946-1996 : Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DANIEL, Justin (dir.), *Les Outre-mer à l'épreuve du changement : réalités et perspectives des réformes territoriales*, Paris, L'Harmattan, 2012.
- DUBOIS, Colette, *Djibouti 1888-1967. Héritage ou frustration?*, Paris, L'Harmattan, 1997.

8 Co-auteurs : Benjamin Stora, Michelle Zancarini-Fournel, Jacques Dumont, Laurent Jalabert, Louis-Georges Placide, Serge Mam Lam Fouck, Edenz Maurice et Sylvain Mary. Le rapport est en ligne sur le site internet de la Documentation française : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/164000717.pdf>

- , « Jacques Foccart et Ali Aref. Un mariage d'intérêt ? », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 35-49.
- DUMONT, Jacques, *L'Amère Patrie. Histoire des Antilles françaises au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 2010.
- DUMONT, Jacques, BÉRARD, Benoît, et SAINTON, Jean-Pierre (dir.), « Les territoires de l'histoire antillaise », n° 378-379 d'*Outre-Mers, revue d'histoire*, 2013.
- GAUVIN, Gilles, *Michel Debré et l'île de la Réunion. Une certaine idée de la plus grande France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2006.
- IDRISS, Mamaye, « Mayotte département, la fin d'un combat ? Le mouvement populaire mahorais : entre opposition et francophilie (1958-1976) », *Afrique contemporaine*, 247, 2013/3, p. 119-135.
- GUYON, Stéphanie, « Des "Primitifs" aux "Autochtones", savoirs ethnologiques et politiques publiques en Guyane de 1946 à nos jours », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 49-70.
- HACHEZ-LEROY, Florence, « Étude d'une relation ambiguë : Foccart et l'entreprise Pechiney », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, « Jacques Foccart, entre France et Afrique », 2002, p. 163-170.
- JALABERT, Laurent, *La Colonisation sans nom. La Martinique de 1960 à nos jours*, Paris, Les Indes savantes, 2007.
- , « Les sources de l'histoire de l'Outre-mer sous la V^e République : abondance et diversité pour une histoire en construction », *Outre-Mers, revue d'histoire*, 354-355, 2007/1, p. 285-303.
- LACHAISE, Bernard, « Le RPR et l'Outre-Mer (1981-1986) », dans Jean-Marc Regnault (dir.), *François Mitterrand et les territoires français de Pacifique (1981-1988). Mutations, drames et recompositions : enjeux internationaux et franco-français*, Paris, Les Indes savantes, 2003.
- MAM LAM FOUCK, Serge, *Histoire générale de la Guyane française, des débuts de la colonisation à la fin du XX^e siècle*, Cayenne, Ibis Rouge, 2010.
- MARY, Sylvain, *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. Le RPF sous l'œil de Jacques Foccart*, Paris, L'Harmattan, 2014.
- , « La genèse du service militaire adapté à l'outre-mer. Un exemple de rémanence du passé colonial dans la France des années 1960 », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 132, octobre-décembre 2016, p. 97-110.
- , « Guerre froide et anti-impérialisme dans la "Méditerranée américaine". La France et les Antilles-Guyane face à la Révolution cubaine : enjeux internationaux », *Cahiers d'histoire immédiate*, 2017/1, à paraître.
- MAURICE, Edenz, « Le préfet face aux enseignants autonomistes en Guyane de 1946 au tournant des années 1960. Une inédite rencontre administrative en contexte post-colonial », *Politix*, 2016/4, p. 53-79.
- MOHAMED-GAILLARD, Sarah, *L'Archipel de la puissance ? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1992*, Bruxelles, Peter Lang, 1998.

- , « Du condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides au Vanuatu : deux métropoles pour une indépendance », *Journal de la Société des océanistes*, 133, 2011, p. 309-321.
- , « Pierre Messmer, ministre de l'Outre-mer (1971-1972) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 242-251.
- REGNAULT, Jean-Marc, *Pouvanaa a Oopa, victime de la raison d'État. Les documents parlent*, Moorea, Les Éditions de Tahiti, 2003.
- , *Conclusions de la mission confiée à Jean-Marc Regnault par l'Assemblée de la Polynésie française: éléments pour une révision du procès de Pouvanaa A Oopa*, Assemblée de la Polynésie française, 2012.
- , « Gouverneurs du Pacifique (1958-1977) », dans François Audigier, Bernard Lachaise, Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 261-282.
- SAINTON, Jean-Pierre, *La Décolonisation improbable. Cultures politiques et conjonctures en Martinique et en Guadeloupe (1943-1967)*, Pointe-à-Pitre, Jasor, 2012.
- TRÉPIED, Benoît, « La décolonisation sans l'indépendance? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91, « Outre-mers indigènes », 2013/2, p. 7-27.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, « Émotions antillaises, émotion de l'historienne, au prisme de l'histoire postcoloniale et des relations internationales », dans Antoine Marès et Marie-Pierre Rey (dir.), *Mémoires et émotions : au cœur de l'histoire des relations internationales*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2014, p. 247-257.

POLITIQUE GAULLISTE ET HISTOIRE DU RENSEIGNEMENT

- AUDIGIER, François, *Histoire du SAC : la part d'ombre du gaullisme*, Paris, Stock, 2003.
- , « Le SAC de 1968 à 1974, une officine de renseignement politique? », dans Sébastien Laurent (dir.), *Politiques du renseignement*, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2009, p. 109-136.
- AUDIGIER, François, LACHAISE, Bernard, et LAURENT, Sébastien (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013.
- BERTRAND, Christophe, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016.
- BRUYÈRE-OSTELLS, Walter, *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2014.
- CHIARADIA, Éric, *L'Entourage du général de Gaulle (1959-1969)*, Paris, Publibook, 2011.
- FALIGOT, Roger, GUISEL, Jean, et KAUFFER, Rémi, *Histoire politique des services secrets français, de la seconde guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.
- FAURE, Claude, *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard, 2004.

- FORCADE, Olivier, « Michel Debré et les fins politiques du renseignement 1959-1962 », dans Serge Berstein, Pierre Milza et Jean-François Sirinelli (dir.), *Michel Debré, Premier ministre (1959-1962)*, Paris, PUF, 2005, p. 489-513.
- , « Objets, approches et problématiques d'une histoire française du renseignement : un champ historiographique en construction », *Histoire, économie, société*, 2012/2, p. 99-110.
- , « Les réformes du renseignement en France 2007-2012 », *Annuaire français de relations internationales*, 14, 2013, p. 617-631.
- , « Le renseignement dans la Seconde Guerre mondiale », dans Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : la guerre-monde*, Paris, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2015, t. 1, p. 881-912.
- , « La guerre secrète du XIX^e au XX^e siècle » dans Christophe Bertrand, *et alii* (dir.), *Guerres secrètes*, cat. expo. Paris, musée de l'Armée, 12 octobre 2016-29 janvier 2017, Paris, Somogy, 2016, p. 31-35.
- FORCADE, Olivier, *et alii* (dir.), *Militaires en République (1870-1962). Les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999.
- GENESTE, Pascal, « Les papiers Foccart aux Archives nationales », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 78, avril-juin 2003, p. 157-162.
- , « Jacques Foccart ou la politique africaine de la France gaullienne », dans Philippe Oulmont et Maurice Vaïsse (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014, p. 184-195.
- HACHEZ-LEROY, Florence (dir.), « Foccart, entre France et Afrique », n° 30 des *Cahiers du Centre de recherches historiques*, octobre 2002.
- LACHAISE, Bernard, LE BÉGUEC, Gilles, et THOMAS, Jean-Paul (dir.), *Mai 1958, le retour du général de Gaulle*, Rennes, PUR, 2010.
- LAURENT, Sébastien, « Pierre Messmer et la gestion de la crise : le ministre des Armées, la sécurité militaire et le SDECE (1960-1970) », dans François Audigier *et alii* (dir.), *Pierre Messmer, au croisement du militaire, du colonial et du politique*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, p. 225-237.
- , « Le gaullisme et la "communauté du renseignement" sous la IV^e et la V^e République, quand "l'État secret" s'impose en pouvoir politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 331-352.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Les espions français parlent. Archives et témoignages inédits des services secrets*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2011.
- LAURENT, Sébastien (dir.), *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer (XVIII^e-XX^e siècle)*, cat. expo. Paris, Archives nationales, 4 novembre 2015-28 février 2016, Paris, Nouveau Monde éditions, 2015.
- LAVROFF, Dimitri-Georges (dir.), *La Politique africaine du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Pédone, 1981.

- NICK, Christophe, *Résurrection. Naissance de la V^e République, un coup d'État démocratique*, Paris, Fayard, 1998.
- NOUZILLE, Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents, 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009.
- OULMONT, Philippe, et VAÏSSE, Maurice (dir.), *De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne*, Paris, Karthala, 2014.
- PÉAN, Pierre, *L'Homme de l'ombre. Éléments d'enquête autour de Jacques Foccart, l'homme le plus mystérieux et le plus puissant de la V^e République*, Paris, Fayard, 1991.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La Guerre de Cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- SOUTOU, Georges-Henri, et ROBIN-HIVERT, Émilie (dir.), *L'Afrique indépendante dans le système international*, Paris, PUPS, 2012.
- TRICAUD, Sabrina, *L'Entourage de Georges Pompidou : institutions, hommes et pratiques*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2014.
- TURPIN, Frédéric, « Jacques Foccart et le secrétariat général pour les Affaires africaines et malgaches », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 8, mai-août 2009.
- , *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique : décoloniser et coopérer (1958-1974)*, Paris, Les Indes savantes, 2010.
- , « Jacques Foccart, le conseiller politique », dans François Audigier, Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (dir.), *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2013, p. 185-196.
- , « Le poids du facteur colonial dans les conceptions de la puissance du général de Gaulle », dans Éric Bussière, Isabelle Davion, Olivier Forcade et Stanislas Jeannesson (dir.), *Penser le système international. Autour de l'œuvre de Georges-Henri Soutou*, Paris, PUPS, 2013, p. 169-176.
- , *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS éditions, 2015.
- VAÏSSE, Maurice, *La Grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle (1958-1969)*, Paris, Fayard, 1998.
- , *La Puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.
- , *Comment de Gaulle fit échouer le putsch d'Alger*, Bruxelles, André Versaille, 2011.

ŒUVRES DE FICTION

- CÉSAIRE, Aimé, *Une saison au Congo* (1966), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2011.
- CONCHON, Georges, *L'État sauvage*, Paris, Albin Michel, 1964.
- KOUROUM, Ahmadou, *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points », 2000.
- MANCHETTE, Jean-Patrick, *L'Affaire N'Gustro* (1971), Paris, Gallimard, coll. « Folio policier », 1999.

FILMS DOCUMENTAIRES

Bokassa I^{er}, empereur de Françafrique, d'Emmanuel Blanchard, Program33 et ECPAD, 2010 (60 min.).

Cameroun. Autopsie d'une indépendance, de Gaëlle Le Roy et Valérie Osouf, Program33, 2008 (52 min.).

Foccart, l'homme qui dirigeait l'Afrique, de Cédric Tourbe, K'IEN production, 2010 (90 min.).

Françafrique, 1. *La Raison d'État*, 2. *L'Argent roi*, de Patrick Benquet, Compagnie des Phares et Balises, 2010 (deux fois 80 min.).

Histoire de l'outre-mer, de Christiane Succab-Goldman, JEM-Productions, 2011 :
1. *L'Héritage colonial* (53 min.), 2. *Les Turbulences de la décolonisation* (54 min.),
3. *L'Ère de la mondialisation*, (54 min.).

Histoires secrètes du Biafra : Foccart s'en va en guerre, de Joël Calmettes, Point du Jour, 2001 (52 min.).

406

L'Île veilleuse. Aimé Césaire, une voix pour l'histoire, d'Euzhan Palcy, Les Cavales de la nuit (54 min.).

Mai 1967, la répression policière en Guadeloupe, de Xavier-Marie Bonnot et François-Xavier-Guillerm, France Télévisions, 2013 (54 min.).

Pouvanaa, l'élu du peuple, de Marie-Hélène Villierme, Tuatau Production, 2012 (90 min.).

Les Présidents et l'outre-mer. Amours et désamours (1958-2012), de Félix Olivier, France Ô, 2014 (deux fois 55 min.).

Tirailleur, président, général. Eyadéma du Togo, d'Éric Deroo, Zaradoc-Les Films du Village, 2001 (52 min.).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

François Audigier est professeur à l'université de Lorraine. Spécialiste d'histoire politique, il a notamment publié *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme* (Stock, 2003) et *Les Gaullistes. Hommes et réseaux*, avec Bernard Lachaise et Sébastien Laurent (Nouveau Monde éditions, 2013). Il coordonne actuellement le programme ANR VIORAMIL consacré aux violences et radicalisations militantes en France des années 1980 à nos jours.

Laurence Badel est professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Panthéon-Sorbonne, membre de l'UMR SIRICE et du LABEX EHNE. Ses travaux portent sur les cultures diplomatiques de l'Europe et sur les relations extérieures de l'Union européenne en particulier avec la sphère asiatique. Elle a publié *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XX^e siècle* (Publications de la Sorbonne, 2010) ; « From one globalization to the next: Diplomatic practices and new international relations », dans V. Génin, M. Osmont, T. Raineau (dir.), *Reshaping Diplomacy. Networks, Practices and Dynamics of Socialization in European Diplomacy since 1919* (Peter Lang, 2016) ; « Interrégionalisme, rivalités économiques et cultures diplomatiques : une approche historique du processus Asie-Europe (ASEM) », dans S. Santander (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent* (Peter Lang, 2016) ; « La France et Singapour dans les années 1990 entre interrégionalisme, intérêts économiques et enjeux globaux », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 26 (mai-août 2015).

Françoise Banat-Berger, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservatrice générale du patrimoine, est directrice des Archives nationales.

Arthur Banga est docteur en histoire de l'École pratique des hautes études (EPHE) de Paris et de l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan. Spécialiste de l'histoire des relations franco-ivoiriennes, il a publié plusieurs articles sur l'histoire de la défense ivoirienne. Il est enseignant-chercheur au département d'histoire de l'université Houphouët-Boigny.

Jean-Pierre Bat, archiviste paléographe (École nationale des chartes), agrégé d'histoire et docteur de l'université Panthéon-Sorbonne, chercheur au CNRS

et au centre Jean-Mabillon (École nationale des chartes). Spécialiste de l'histoire de l'Afrique centrale, il est détaché aux Archives nationales comme chargé d'études « Afrique » et responsable du fonds Foccart. Il est l'auteur du *Syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours* (Gallimard, 2012), *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique* (Nouveau Monde éditions, 2015), *Françafrique. Opérations secrètes et affaires d'État* (Tallandier, 2016) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

408 **Walter Bruyère-Ostells** est professeur des universités à Sciences Po Aix (CHERPA). Il enseigne également à l'École de l'Air et à l'École des commissaires des armées. Ses recherches portent sur les combattants non-conventionnels et sur la violence de guerre. Il a récemment publié : *Dans l'ombre de Bob Denard. Les mercenaires français de 1960 à 1989* (Nouveau Monde éditions, 2014), *French Mercenaries, Violence and Systems of Domination in Sub-Saharan Africa* (The Edwin Mellen Press, 2016) et a coordonné le dossier « L'outil militaire au service de l'influence française en Afrique subsaharienne », *Relations internationales* (2016).

Nicolas Courtin est rédacteur en chef adjoint de la revue *Afrique contemporaine*, et chargé de mission à la direction Études, recherches et savoirs de l'Agence française de développement. Il prépare une thèse de doctorat d'histoire sur l'Académie militaire d'Antsirabé et la formation des élites militaires à Madagascar. Cofondateur du Groupe d'études sur les mondes policiers en Afrique (GEMPA), ses recherches portent sur les forces armées, le renseignement en Afrique, et les institutions pénales (police, gendarmerie, prison) en situation coloniale. Il a dirigé, avec Jean-Pierre Bat, *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar (XIX^e-XX^e siècles)* (PUR, 2012) et dirige actuellement avec Jean-Pierre Bat et Vincent Hiribarren un ouvrage sur l'histoire du renseignement impérial (XIX^e-XX^e siècle) (2017, à paraître).

Olivier Dard est professeur à l'université Paris-Sorbonne. Spécialiste d'histoire politique, notamment des droites radicales en France et en Europe, il est notamment l'auteur de *Voyage au cœur de l'OAS* (Perrin, 2005 et 2011), *Bertrand de Jouvenel* (Perrin, 2008). Il a dirigé avec Daniel Lefeuvre, *L'Europe face à son passé colonial* (Riveneuve, 2009), et, avec François Cochet, *Subversion, anti-subversion et contre-subversion* (Riveneuve, 2010).

Docteur en histoire contemporaine de l'université Panthéon-Sorbonne, **Camille Evrard** est actuellement chercheur *post doc* au Labex « Structuration des mondes sociaux » de l'université Toulouse Jean Jaurès, et est associée aux laboratoires Framespa et IMAf. Ayant soutenu une thèse sur l'histoire de l'armée en Mauritanie, elle travaille également sur le cas nigérien. Ses recherches concernent autant l'histoire de l'empire colonial français en Afrique sahélo-saharienne, en particulier celle des politiques de l'ordre, que l'histoire des forces armées et de sécurité dans le cadre de la construction des États post-coloniaux.

Olivier Feiertag est professeur à l'université de Rouen. Il est spécialiste d'histoire des relations monétaires et financières internationales au xx^e siècle. Il a récemment publié, avec Michel Margairaz, *Les Banques centrales et l'État-nation* (Presses de Sciences Po, 2016).

Professeur d'histoire contemporaine des relations internationales à l'université Paris-Sorbonne, **Olivier Forcade** est membre de l'UMR SIRICE, dont il est le directeur adjoint, et du LABEX EHNE. Il a récemment publié *La Censure en France pendant la Grande Guerre* (Fayard, 2016). Il a dirigé, avec Rainer Hudemann, Fabian Lemmes et Johannes Grossmann, un programme de recherche franco-allemand ANR-DFG consacré aux déplacements de population à la frontière franco-allemande (1939-1945), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege* (Metropol Verlag, 2014).

Spécialiste de l'histoire de l'Océanie et de l'Outre-mer français, **Sarah-Mohamed Gaillard** est maître de conférences à l'INALCO. Elle a notamment publié *L'Archipel de la puissance? La politique de la France dans le Pacifique Sud de 1946 à 1998* (Peter Lang, 2010) et *Histoire de l'Océanie de la fin du XVIII^e siècle à nos jours* (Armand Colin, 2015).

Pascal Geneste, archiviste paléographe (École nationale des chartes), conservateur en chef du patrimoine, est directeur adjoint des Archives départementales de la Gironde. Responsable des archives de la présidence de la République à la section du xx^e siècle des Archives nationales (notamment les fonds Pompidou, Giscard d'Estaing, Chirac et Foccart) de 2001 à 2011, il est l'archiviste du président Valéry Giscard d'Estaing. Il est l'auteur des *Archives de la présidence de la République. Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)* (Somogy/Archives nationales, 2007) et le co-auteur de *Archives de la présidence de la République. Secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et de la Communauté (1958-1974)* (Archives nationales, 2015).

Professeur à l'École normale supérieure d'Abidjan et chercheur à la fondation Félix-Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, **Frédéric Grah Mel** est l'auteur de plusieurs biographies consacrées à Alioune Diop, à Félix Houphouët-Boigny ou au cardinal Bernard Yago.

Charly Jollivet est doctorant en archivistique et ATER à l'université d'Angers. Ses recherches portent sur les archives dans les pays et territoires de la zone Sud-Ouest de l'océan Indien.

410 Archiviste paléographe, conservatrice du patrimoine, **Anne Leblay-Kinoshita** est docteure en histoire et civilisations. Actuellement chef de la mission Archives de la Bibliothèque nationale de France, ses travaux portent sur l'histoire de l'immigration et sur l'histoire des archives. Notamment auteur de « L'enseignement espagnol à Paris sous la Restauration et la monarchie de Juillet » (*Revue d'histoire de l'éducation*, 139, 2013) et co-auteur de « Destructures, reconstitutions, instructions. Les leçons de l'année 1940 au ministère des Affaires étrangères » (dans *1940, l'empreinte de la défaite, Témoignages et archives*, PUR, 2014).

Anna Konieczna est docteur en histoire de Sciences Po (2013) et ATER en histoire à l'Université Paris-Est Créteil. Elle a été *Deakin Visiting Fellow* à St Antony's College à l'Université d'Oxford (2015-2016). Ses recherches portent sur l'histoire de la politique étrangère de la France en Afrique « hors champ » et sur l'histoire du mouvement anti-apartheid européen.

Sébastien-Yves Laurent, politologue et historien, est professeur à l'université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'exercice de la sécurité par l'État. Il a récemment publié *l'Atlas du renseignement. Géopolitique du pouvoir* (Presses de Sciences-Po, 2014) ; dirigé *Le Secret de l'État. Surveiller, protéger, informer XVII^e-XX^e siècle* (Nouveau Monde éditions, 2015) ; et co-dirigé avec Bertrand Warusfel *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe* (Presses universitaires de Bordeaux, 2016).

Sylvain Mary est agrégé d'histoire et doctorant ATER en histoire à l'université Paris-Sorbonne. Sa thèse, sous la direction d'Olivier Forcade, porte sur la politique française de départementalisation Outre-mer à travers l'exemple des Antilles (1944-1981). Il a été, par ailleurs, membre de la commission temporaire d'information historique du ministère des Outre-mer en 2015 et 2016. Il a publié *Le Gaullisme d'opposition aux Antilles et en Guyane. La RPF sous l'œil de Jacques Foccart* (L'Harmattan, 2014).

Archiviste paléographe (École nationale des chartes), **Saliou M'Baye** est directeur honoraire des Archives nationales du Sénégal qu'il a dirigées de 1977 à 2005, et professeur à l'université Cheikh Anta Diop. Il est l'auteur de *Histoire des institutions coloniales françaises en Afrique de l'Ouest 1816-1960* (Dakar, 1991) et de *Histoire des institutions contemporaines du Sénégal 1956-2000* (Dakar, 2012).

Guia Migani est maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours. Lauréate du prix Espoir 2006 de la fondation Charles-de-Gaulle, elle a notamment publié *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance* (Peter Lang, 2008) et, plus récemment, *Les Années Barroso*, avec Éric Bussière (Tallandier, 2014).

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste de la vie politique et des institutions de l'Océanie, **Jean-Marc Regnault** est maître de conférences honoraire (HDR Université Bordeaux Montaigne), chercheur associé à l'université de la Polynésie française. Récemment organisateur ou co-organisateur de plusieurs colloques dans le cadre du réseau-Asie/Océanie du CNRS (« L'Océanie convoitée » à Paris en 2015 et à Papeete en 2016, actes à paraître), il a notamment publié *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique : 1981-1988* (Les Indes savantes, 2003) et *L'ONU, la France et les décolonisations tardives. L'exemple des terres françaises d'Océanie* (Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2013).

Mélanie Torrent est maître de conférences en études britanniques et du Commonwealth à l'Université Paris Diderot et membre du laboratoire de recherches sur les cultures anglophones (UMR 8225). Elle est membre de l'Institut universitaire de France et *Senior Research Fellow* à l'Institute of Commonwealth Studies. Elle est l'auteur de *Diplomacy and Nation-Building: Franco-British Relations and Cameroon at the End of Empire* (I.B. Tauris, 2012) et a co-dirigé, avec Claire Sanderson, *La Puissance britannique en question : diplomatie et politique étrangère au XX^e siècle / Challenges to British Power Status: Foreign Policy and Diplomacy in the 20th Century* (Peter Lang, 2012). Ses recherches portent sur l'histoire connectée des fins des empires européens en Afrique et la politique étrangère britannique depuis la seconde guerre mondiale.

Frédéric Turpin est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Savoie (Chambéry) où il est titulaire d'une chaire Senghor pour la francophonie. Il a notamment publié *De Gaulle, Pompidou et l'Afrique. Décoloniser et coopérer (1958-1974)* (Les Indes savantes, 2010) et *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir* (CNRS éditions, 2015).

Klaas van Walraven est professeur à l'Université de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste du Niger, il a notamment publié *The Yearning for Relief: A History of the Sawaba Movement in Niger* (Brill, 2013).

Pierre Vermeren est professeur d'histoire du Maghreb contemporain à l'université Panthéon-Sorbonne, auteur d'une *Histoire du Maroc depuis l'indépendance* (4^e éd., La Découverte, 2016). Il a également publié *Le Choc des décolonisations, de la guerre d'Algérie aux printemps arabes* (Odile Jacob, 2015).

TABLE DES ABRÉVIATIONS DES CENTRES D'ARCHIVES ET DE DOCUMENTATION

ABCEAO	Archives de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Paris)
AMAE	Archives du ministère des Affaires étrangères (La Courneuve)
AN	Archives nationales (Pierrefitte-sur-Seine)
ANM	Archives nationales de Madagascar (Antananarivo)
ANMT	Archives nationales du monde du travail (Roubaix)
ANOM	Archives nationales d'Outre-mer (Aix-en-Provence)
CAEF	Centre des archives économiques et financières (Savigny-le-Temple)
CHETOM	Centre d'histoire et d'études des Troupes d'Outre-mer (Fréjus)
CNDRS	Centre national de documentation et de recherche scientifique (Comores)
FNSP	Fondation nationale des sciences politiques (Paris)
NLA	National Library of Australia (Canberra)
TNA	The National Archives (Kew, Londres)
SHD	Service historique de la Défense (Vincennes)

421

JACQUES FOCCART: ARCHIVES OUVERTES Table des abréviations

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Pour l'ensemble des documents reproduits dans l'ouvrage, excepté l'annexe cartographique: © Archives nationales (France).

TABLE DES MATIÈRES

Préface.....	7
Françoise Banat-Berger	
Introduction. Jacques Foccart, une vie politique.....	9
Olivier Forcade	

PREMIÈRE PARTIE PORTRAITS D'ACTEURS

Foccart face à ses sources.....	25
Jean-Pierre Bat	
René Journiac, « le Foccart de Giscard »?.....	49
Pascal Geneste	
Félix Houphouët-Boigny, le ministre français qui est devenu chef d'État en Côte d'Ivoire.....	65
Frédéric Grah Mel	

DEUXIÈME PARTIE LA DÉCOLONISATION À LA LUMIÈRE DU FONDS FOCCART

La coopération militaire et les enjeux de défense en Afrique de l'Ouest : les cas de la Mauritanie et de l'Entente.....	81
Arthur Banga & Camille Evrard	
Symphonie militaro-sécuritaire sur la Grande Île. Madagascar et l'ordre foccartien ...	97
Nicolas Courtin	
Jacques Foccart et le Niger : le briseur du Sawaba dupé par les militaires (1958-1974).....	117
Klaas van Walraven	
Bob Denard : les archives d'un mercenaire foccartien.....	133
Walter Bruyère-Ostells	
« Chasse gardée » au Cameroun ? Le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches et la gestion des sphères d'influence française et britannique en Afrique de l'Ouest.....	145
Mélanie Torrent	

La France, l'Afrique et la connexion marocaine.....	163
Pierre Vermeren	
Refaire le procès d'une victime tahitienne de la Grandeur. Quête et requête en faveur de l'innocence du député Pouvanaa a Oopa.....	177
Jean-Marc Regnault	
Les archives des rues Oudinot et Monsieur au prisme de Foccart.....	191
Anne Leblay-Kinoshita	

TROISIÈME PARTIE
LA « MÉTHODE FOCCART »

Foccart, l'OAS et l'extrême droite.....	203
Olivier Dard	
Jacques Foccart et le Service d'action civique.....	219
François Audigier	
Foccart au miroir du SDECE des années 1960 : entre « pré carré » africain et guerre froide	231
Sébastien-Yves Laurent	
Politique de l'urgence contre la décolonisation. Foccart, conseiller présidentiel pour les départements d'Outre-mer (1958-1974).....	239
Sylvain Mary	
L'apport du fonds Foccart pour l'histoire des Comores (1958-1974).....	255
Charly Jollivet	
Jacques Foccart : pourquoi la légende noire?	265
Frédéric Turpin	

QUATRIÈME PARTIE
AFFAIRES DIPLOMATIQUES
& DIPLOMATIE D'AFFAIRES

La politique du franc CFA (1959-1974) : le tournant de la décolonisation monétaire	287
Olivier Feiertag	
La CEE et l'Afrique, quel projet de développement pour la coopération eurafricaine? (1958-1972)	309
Guia Migani	
Les enjeux de la « francophonie économique » : les voies renouvelées de l'influence française au tournant des années 1960-1970	323
Laurence Badel	

Le nickel calédonien, un levier de la puissance française en Océanie (1958-1974)..	341
Sarah Mohamed-Gaillard	
L'Afrique du Sud, un partenaire particulier pour le « dialogue »	353
Anna Konieczna	
Conclusion. Ouvrir les archives de la Françafrique.	369
Saliou Mbaye	
Cartes	373
Jacques Foccart en quelques dates	383
Plan de l'inventaire du fonds Foccart aux Archives nationales.....	385
Bibliographie	393
Notices biographiques	407
Index	413
Table des abréviations des centres d'archives et de documentation	421
Crédits photographiques	422
Table des matières	423

